



ANNALES ISLAMOLOGIQUES

en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne en ligne

AnIsl 12 (1974), p. 161-243

Salwā 'Alī Ibrāhīm Mīlād

Registres judiciaires du tribunal de la Ṣāliḥiyya Nağmiyya. Étude des archives
[avec 11 planches].

Conditions d'utilisation

L'utilisation du contenu de ce site est limitée à un usage personnel et non commercial. Toute autre utilisation du site et de son contenu est soumise à une autorisation préalable de l'éditeur (contact AT ifao.egnet.net). Le copyright est conservé par l'éditeur (Ifao).

Conditions of Use

You may use content in this website only for your personal, noncommercial use. Any further use of this website and its content is forbidden, unless you have obtained prior permission from the publisher (contact AT ifao.egnet.net). The copyright is retained by the publisher (Ifao).

Dernières publications

9782724711400	<i>Islam and Fraternity: Impact and Prospects of the Abu Dhabi Declaration</i>	Emmanuel Pisani (éd.), Michel Younès (éd.), Alessandro Ferrari (éd.)
9782724710922	<i>Athribis X</i>	Sandra Lippert
9782724710939	<i>Bagawat</i>	Gérard Roquet, Victor Ghica
9782724710960	<i>Le décret de Saïs</i>	Anne-Sophie von Bomhard
9782724710915	<i>Tebtynis VII</i>	Nikos Litinas
9782724711257	<i>Médecine et environnement dans l'Alexandrie médiévale</i>	Jean-Charles Ducène
9782724711295	<i>Guide de l'Égypte prédynastique</i>	Béatrix Midant-Reynes, Yann Tristant
9782724711363	<i>Bulletin archéologique des Écoles françaises à l'étranger (BAEFE)</i>	

REGISTRES JUDICIAIRES DU TRIBUNAL DE LA ŞĀLIḤIYYA NAĞMIYYA ÉTUDE DES ARCHIVES ⁽¹⁾

M^{me} Salwā ‘Alī Ibrāhīm MĪLĀD

I. — INTRODUCTION.

Le fonds d’archives représente l’ensemble des documents (écrits, illustrés, ou imprimés) acquis ou rédigés de manière officielle par l’une des administrations ou par un de ses employés et demeurant de façon permanente dans cette administration ⁽²⁾. Plus précisément un fonds d’archives inclut toutes les unités d’archives (pièces, actes, registres ou cartons et dossiers) provenant de l’activité d’une administration ou d’un organisme durant son existence. Un exemple de ceci serait le fonds d’archives de la Sublime Porte comprenant tous les registres et documents résultant de l’activité de ce tribunal depuis sa création jusqu’à sa dissolution en 1292 H. L’unité du fonds d’archives portant le nom de Şāliḥiyya Nağmiyya comprend les registres et documents résultant de l’activité du tribunal de ce nom depuis sa création en 648 H. jusqu’à sa disparition en 1226 H. Ceci en dépit du fait que ce qui nous est parvenu ne couvre pas exactement toute son activité réelle. Mais toutefois il nous est permis de considérer ce que nous possédons comme un fonds d’archives complet.

Plus important qu’un fonds d’archives se trouve le dépôt d’archives qui représente l’ensemble des fonds d’archives. Si l’on groupait le fonds d’archives du tribunal de la Şāliḥiyya avec celui de la Sublime Porte, ainsi que ceux des tribunaux militaire, arabe, du Vieux Caire, du Barrage de Sibā^c, de Ṭūlūn et de Qūṣūn, les considérant comme des tribunaux contemporains, ils formeraient ce que l’on appelle un dépôt d’archives.

Le fonds d’archives dont nous traiterons comprend les registres judiciaires du tribunal de la Şāliḥiyya Nağmiyya durant l’époque ottomane. La date du 1^{er}

⁽¹⁾ Traduction française par Mademoiselle Léonor Fernandès.

⁽²⁾ Muller, Fieth et Fruin, *Manuel pour le Classement et Description des Archives*, p. 1.

registre s'y trouvant remonte à 934 H. (1527) alors que le dernier date de 1226 H. (1811). Le nombre de registres qui nous sont parvenus s'élève à 103⁽¹⁾ du N° 439 au N° 537 selon l'ordre numérique dans lequel ils apparaissent dans les archives du tribunal du statut personnel du Caire (Choubra). Les registres 756 et 757 appartenant aussi au tribunal de la *Ṣālihiyya Nağmiyya* tous deux trouvés parmi des registres de divers tribunaux ont été numérotés bien après. Ceci était dû au fait que l'employé des archives se trouvant en possession d'un certain nombre de registres dont il ignorait la provenance leur donna les numéros successifs 756 et 757. Ce qui nous prouve que la numérotation des registres fut postérieure à l'arrêt du fonctionnement du tribunal.

II. — HISTORIQUE DU FONDS D'ARCHIVES.

A. — FORMES CONCRÈTES DU FONDS D'ARCHIVES TELLES QU'ELLES SE PRÉSENTAIENT.

Si nous évoquons le fait que le premier registre de la *Ṣālihiyya Nağmiyya* qui nous soit parvenu remonte à 934 H. alors que Maqrīzī mentionne que la Madrasa Ayyubide de la *Ṣālihiyya Nağmiyya* fut prise comme siège pour les représentants de la justice (*Nuwāb al-'Adl*) en 648 H.⁽²⁾, nous sommes portés à réfléchir et à nous demander s'il n'y avait pas eu du tout de registres tenus entre la période de 648 H. à 934 H.; ou bien y avait-il des registres tenus mais qui pour une raison quelconque ont disparu?

Je pense qu'ils enregistraient leurs procédures, car Ibn Ḥaldūn⁽³⁾ a évoqué dans sa *Muqaddima* que le métier du corps de justice était de rendre témoignage,

⁽¹⁾ Stanford Shaw, rapporte dans son article sur l'Égypte durant la période Ottomane, p. 158, que le nombre de registres au tribunal de la *Ṣālihiyya Nağmiyya* s'élève à 100 seulement alors que l'étude en révéla 103. Ceci étant dû au fait que certains registres portaient le même numéro d'ordre dans le classement comme il apparaît dans les tables des registres généraux. Ceci en plus des trois registres se trouvant parmi les registres des autres tribunaux au moment de leur transfert du tribunal législatif de Choubra au bâtiment de l'admini-

nistration de l'enregistrement immobilier (*al-ṣahr al-'aqārī*) siégeant à Ramsès. Voir le tableau des registres du tribunal expliqué dans la thèse de maîtrise de Mme Salwā 'Alī Mīlād, intitulée : *Registres de la Ṣālihiyya* : une étude des archives et documents, p. 89.

⁽²⁾ Maqrīzī, *Hiṭaṭ*, tome IV, p. 209. Maḥmūd Aḥmad, *Guide des Monuments Arabes les plus célèbres*, p. 94. Zakī Muḥammad Ḥasan et Gaston Wiet, *Le Caire Islamique*, p. 67.

⁽³⁾ Ibn Ḥaldūn, *Muqaddima*, p. 222.

de tenir des registres ayant trait aux droits de propriété, ainsi que d'enregistrer les dettes et les différentes transactions entre les gens.

Il est probable que ces registres ainsi que les divers documents du *Diwān al-Inšā'* (textes administratifs) ont été détruits par le feu lors d'un incendie provoqué par un groupe de Mamlouks et de Circassiens, alors que tout espoir de vaincre les Ottomans en les repoussant hors du Caire semblait impossible. Il se pourrait de même que certains de ces registres et documents aient été emportés par le Sultan Salīm I^{er} lors de son retour à Istanbul; ceux-ci représentaient probablement un butin plus précieux encore que le marbre et les livres de valeur emportés ⁽¹⁾. De même qu'il se pourrait que l'incendie du *Diwān Kathūda* à la Citadelle au mois de Ramaḍān 1235 H., ait détruit plusieurs documents importants ⁽²⁾, ainsi que les registres judiciaires qui avaient été transférés à la Citadelle afin d'y être préservés. Quelle que soit la cause de leur disparition, il nous est permis de dire que l'unité du fonds d'archives de la *Šāliḥiyya Nağmiyya* débute comme l'indique sa structure actuelle par le premier registre que j'ai étudié qui remonte à l'année 934 H. (1527) et se termine par le dernier datant de 1226 H. (1811).

Les registres de cette unité du fonds d'archives sont répartis suivant les 4 *madāhib* (rites) de l'Islam, chacun ayant le sien propre :

1 — Registre pour le rite Ḥanafī ⁽³⁾

2 — Registre pour le rite Mālīkī ⁽⁴⁾

2 — Registre pour le rite Ḥanbalī ⁽⁵⁾

4 — Registre pour le rite Šāfi'ī ⁽⁶⁾

Il semble que les juges de chacun des rites siégeaient dans un des quatre iwāns de la Madrasa *Šāliḥiyya Nağmiyya* et enregistraient leurs procédures dans les registres correspondants à leur rite. La procédure se déroula ainsi jusqu'au registre N° 484 datant du 13 Rabī' II de l'année 1020 H. au 17 Šafar 1021 H.

⁽¹⁾ 'Abd al-Laṭīf Ibrāhīm, *al-Tawṭīqāt al-šar'iyya wa'l-iṣḥādāt fī dahr waṭīqat al-Ġawri*, pp. 337-338.

⁽²⁾ Muḥammad Ḥusayn, *al-Waṭā'iq al-tārīḥiyya*, p. 67.

⁽³⁾ Registre N° 479 de la *Šāliḥiyya Nağmiyya*.

⁽⁴⁾ Registre N° 477 de la *Šāliḥiyya Nağmiyya*.

⁽⁵⁾ Registre N° 480 de la *Šāliḥiyya Nağmiyya*.

⁽⁶⁾ Registre N° 447 de la *Šāliḥiyya Nağmiyya*.

date à laquelle le juge suprême (ou *Qāḍī 'Askar*) ordonna la fusion des quatre registres en un seul dans lequel les quatre rites enregistreraient leurs activités. Toutefois pour les différencier les uns des autres il était convenu que l'on utiliserait une phrase d'en-tête pour chacun. Telles :

- 1 — Issu chez le Qāḍī Ḥanafī
- 2 — Issu chez Maulānā al-Ḥākim al-Mālikī
- 3 — Issu chez Sayyidna al-Šāfi'ī
- 4 — Issu chez Maulānā al-Šayḥ al-Ḥanbalī

Un des registres portait ce qui suit :

« Là se terminent les enregistrements des actes issus chez Maulānā an-Nā'ib al-Šāfi'ī (le délégué de justice Shafi'ite) dans le registre du tribunal de la Šāliḥiyya auquel ont été joints le reste des registres des trois autres rites (*maḍāhib*), formant ainsi un seul registre réunissant les procédures des 4 rites, sur l'ordre de Maulānā Šayḥ al-Islām (notre Seigneur le Šayḥ de l'Islām) le plus noble et le plus instruit des savants, le plus illustre des Seigneurs, le maître très vénéré, responsable du tribunal en Egypte notre Seigneur (*Maulāna*) 'Abd Allah Effendi, que Dieu lui prête longue vie et que ses jugements soient exécutés » ⁽¹⁾.

Puis voici ce qui vient, à la suite, dans ce même registre :

« Ceci est le premier acte enregistré dans le registre Ḥanbalī de la Šāliḥiyya qui est devenu un registre unique comprenant les actes enregistrés chez les quatre délégués. (Cette réunion) a été ordonnée par le Šayḥ al-Islām le plus savant des grands Seigneurs, le plus majestueux des grands des tribunaux législatifs de l'Egypte, pour ne former qu'un seul registre comportant le nom et le rite (*maḍhab*) ⁽²⁾ de chaque juge (*Qāḍī*) indiqué au début de tout jugement ».

Il est probable que c'est à l'existence d'un seul registre pour 4 délégués (*Nā'ib*) qu'il faut attribuer ce qui suit :

- 1 — Retard du classement et de l'enregistrement des documents et jugements immédiatement après leur légalisation (le document n'est plus enregistré le jour de sa production).

⁽¹⁾ Registre N° 484 de la Šāliḥiyya Nağ-miyya, p. 445.

⁽²⁾ Registre N° 484 de la Šāliḥiyya Nağ-miyya, p. 453.

2 — L'interpénétration des documents, de sorte que l'on se trouvait en face d'un document Ḥanafī suivi d'un Ḥanbalī, d'un Šāfi'ī, ou d'un Mālīkī.

Il est certain que chacun des Juges avait des greffiers appartenant à son rite pour l'aider. Chaque Juge revisait et signait les documents enregistrés et approuvés par eux auparavant.

Sur ce modèle furent tenus les autres registres. De ce fait les jugements des 4 rites étaient inscrits dans le registre unique puisqu'il se trouvait dans le tribunal 4 Qadis chacun d'un rite et un seul registre dans lequel ils enregistraient leurs procédures.

B. — LIEUX DE CONSERVATION DES REGISTRES.

Il est probable que certains des registres du tribunal de la Šāliḥiyya Nağmiyya étaient préservés dans les chambres et cellules vides à l'intérieur des bâtiments de la Madrasa Šāliḥiyya Nağmiyya; ils étaient ainsi parfois exposés à des incendies, dégâts, ou à des pertes. Ceci est confirmé par le texte suivant qui se trouvait dans le registre N° 757 :

« Ceci est un registre béni qui comprend légal et les affaires religieuses du tribunal de la Šāliḥiyya Nağmiyya à Miṣr, après qu'un incendie a brûlé le registre du tribunal de la Šāliḥiyya mentionné se trouvant dans une de ses cellules d'habitation la nuit précédant l'achèvement de ce registre (commencé au mois de Rabī' II de l'année 1159 H. et terminé à la fin du mois de Muḥarram débutant l'année 1161 H.).

« De sorte que s'il se présentait une personne portant un acte qui avait été présenté et inscrit dans le registre brûlé, le greffier du tribunal se rendrait avec cet acte à la Sublime Porte et le présenterait au délégué de la Porte et après vérification de son authenticité, il l'inscrirait dans ce registre comme Sa Majesté en a donné l'autorisation par un acte portant son nom et son sceau; rédigé de manière officielle au mois de Šafar de l'année 1160 H. déjà mentionné que Dieu nous soit témoin ». Sceau.

Nous nous demandons si les registres du tribunal étaient préservés dans une *Qā'a* ou dans des cellules d'habitation de la Šāliḥiyya? Ou bien est-ce les registres dans lesquels l'enregistrement n'était pas terminé qui demeuraient dans le tribunal jusqu'à ce qu'ils soient achevés et par la suite transférés dans d'autres archives plus grandes?

La réponse à ceci se trouve dans les copies des documents (isolés) se trouvant dans les archives historiques du Ministère des Waqfs. Les registres dans lesquels on ne travaillait plus étaient emmagasinés dans un dépôt particulier aux registres judiciaires pour l'ensemble des tribunaux et surnommé dépôt des registres complets (*al-ʿāmira*). Les expressions qui figuraient dans ces documents nous le confirment.

- 1 — « Ceci est une copie provenant du registre de la Sublime Porte, se trouvant conservé au dépôt des registres complets à Miṣr » ⁽¹⁾.
- 2 — « Ceci est une copie provenant du registre du tribunal de Bab Saʿādat et de celui de Bab al-Ḥarq conservé au dépôt des registres complets » ⁽²⁾.
- 3 — « Ceci est une copie relevée du registre du tribunal de la Ṣāliḥiyya en Egypte conservé au dépôt ... » ⁽³⁾.

De même que dans le registre N° 515 Ṣāliḥiyya Nağmiyya l'on peut lire ce qui suit : « Ce registre étant terminé doit être mis dans le dépôt des complets ». Ce dépôt dans lequel sont conservés les registres de tous les tribunaux, se trouve au Tribunal de la Sublime Porte, étant donné qu'on peut lire ce qui suit sur des copies de documents isolés (*mufrada*) du Patriarcat Copte Orthodoxe du Caire :

- 1 — « Ceci est une copie relevée du registre *Ḥanbalī* de la Ṣāliḥiyya Nağmiyya conservé au dépôt des registres préservés à la Sublime Porte au Caire » ⁽⁴⁾.
- 2 — « Ceci est une copie authentique, légale, relevée du registre du tribunal de Bab al-Ḥaʿriyya conservé au dépôt des registres complets, dans le tribunal de la Sublime Porte au Caire » ⁽⁵⁾.

Je pense que le tribunal de la Sublime Porte se trouvait à la Citadelle. Soit que les registres non achevés aient été conservés dans la *Qāʿa* du tribunal lui-même ou dans des dépôts d'archives plus grands (dépôts des archives complètes), il est certain que plusieurs de ces registres furent perdus, brûlés, ou même volés, pour

(1) *Waṭīqa mufrada* N° 78, Waqfs.

(2) *Waṭīqa mufrada* N° 91, Waqfs.

(3) *Waṭīqa mufrada* N° 415, Waqfs, voir comparaison de l'original et de la copie, dans le chapitre V, de ma thèse.

(4) *Waṭīqa mufrada* N° 7, al-Darb al-Aḥmar, *mahfaẓa* 1, Patriarcat Copte Orthodoxe.

(5) *Waṭīqa mufrada* N° 4, Azbakiyyeh, *mahfaẓa*, 5, 6. Patriarcat Copte Orthodoxe.

une raison ou pour une autre. Ceci explique clairement les écarts existant entre les dates des registres dans le fonds d'archives que nous étudions.

Le registre brûlé se trouvant dans les cellules de la Şāliḥiyya, fut commencé au mois de Rabiʿ II de l'année 1159 H. et terminé fin Muḥarram mois débutant l'année 1161 H. De là, il nous est permis d'expliquer le grand écart dans les dates, existant actuellement dans les registres du tribunal de la Şāliḥiyya et ceux des registres portant les numéros 519, 520. Ecart dû probablement à la destruction par le feu du registre (ou des registres) se trouvant à l'origine entre les deux et dont les dates devaient se rapprocher de celui-ci.

Il est aussi probable que l'incendie causa la perte de plusieurs registres se trouvant dans le tribunal avant leur transfert dans le dépôt des registres complets.

C. — ASPECT MATÉRIEL DU FONDS D'ARCHIVES COMME IL NOUS APPARAÎT ACTUELLEMENT.

Si nous jetons un regard sur ce qui reste actuellement des registres de l'unité du fonds d'archives du tribunal de la Şāliḥiyya Nağmiyya, nous constatons un écart dans les dates de ces registres. Cet écart d'un ou deux ans, au maximum, devait probablement correspondre à un ou deux registres manquants⁽¹⁾.

Les registres de la Şāliḥiyya constituent un fonds d'archives (bien qu'il nous soit parvenu incomplet) parmi un ensemble de fonds d'archives des tribunaux de l'époque ottomane qui sont :

- 1 — Registres du tribunal de la Sublime Porte de 937 H. à 1292 H. et dont le nombre s'élève à 559 registres.
- 2 — Registres de la section militaire (*qisma ʿaskariyya*) de l'année 961 H. à 1292 H. et dont le nombre s'élève à 418 registres.
- 3 — Registres du tribunal de la section arabe (*qisma ʿarabiyya*) de l'année 971 H. à 1298 H. et dont le nombre s'élève à 154 registres.
- 4 — Registres du tribunal de Zainī à Boulāq de l'année 943 H. à 1226 H. et dont le nombre s'élève à 83 registres.

⁽¹⁾ Voir la table générale des registres du tribunal de la Şāliḥiyya dans ma thèse.

- 5 — Registres du tribunal du Vieux Caire ⁽¹⁾ de l'année 934 H. à l'année 1225 H. du N° 84 au N° 114.
- 6 — Registres du Barrage de Siba' de l'année 957 H. à l'année 1226 H. du N° 115 au N° 159.
- 7 — Registres du tribunal du Ṭūlūn de l'année 937 H. à l'année 1226 H. du N° 160 au N° 239 et N° 747 et N° 755.
- 8 — Registres du tribunal de Qūṣūn de l'année 964 H. à l'année 1226 H. du N° 240 au N° 306.
- 9 — Registres du tribunal de la mosquée de Ṣāliḥ de l'année 1018 H. à l'année 1226 H. du N° 307 au N° 370 et N° 758.
- 10 — Registres du tribunal de Bab Sa'āda et Bab al-Ḥarq de l'année 998 H. à l'année 1211 H. du N° 371 au N° 438.
- 11 — Registres du tribunal de la Ṣāliḥiyya Nağmiyya de l'année 934 H. à l'année 1226 H. du N° 439 au N° 537 et 756, 757, 718, 719, 769 et 757 dont le nombre s'élève à 105 registres.
- 12 — Registres du tribunal de la mosquée al-Ḥākīm de l'année 944 H. à l'année 1225 H. du N° 538 au N° 581 et 718, 746.

(1) Le premier registre du tribunal du Vieux Caire remonte à l'année 934 H. qui représente aussi la date du premier registre du tribunal de la Ṣāliḥiyya que nous étudions. La comparaison entre ces deux registres a fait ressortir que les deux n'ont pas de page de titre et que le registre du Vieux Caire suit le même ordre de classement que celui de la Ṣāliḥiyya. Quant au sujet, il est probable que les deux tribunaux étaient de même juridiction et de même compétence, de sorte que le genre de procès et de documents inscrits dans les registres étaient les mêmes. Ce qui est confirmé par les ordres donnés par le *Qāḍī 'Askar* à ses délégués (juges) et greffiers dans les tribunaux d'Égypte, de Boulāq et du Vieux Caire qui portent ce qui suit :

« Qu'aucun d'entre vous ne s'autorise à rédiger certains genres de contrats longs

ou copies courtes car ceux-ci sont les prérogatives de la Sublime Porte et des deux sections arabe et militaire ». (Voir explication de ceci dans la spécialisation des tribunaux Ottomans dans le premier chapitre de ma thèse).

La présentation dans les deux registres est la même en ce qui concerne le classement, la numérotation, les séparations et l'ordre des documents juridiques et procès enregistrés quotidiennement immédiatement après la date. De même les calligraphies varient suivant les calames des différents scribes. Ceci est visible dans les documents tels N° 384 du registre du Vieux Caire et N°s 84, 379, 573, 291 dont la calligraphie est différente de tout le reste du registre. Chaque document est signé par son scribe.

- 13 — Registres du tribunal de Bab al-Ša'riyya, de l'année 955 H. à l'année 1226 H. du N° 582 au N° 655.
- 14 — Registre du tribunal de Zāhid, de l'année 972 H. à l'année 1226 H. du N° 656 au N° 703.
- 15 — Registres du tribunal de Barmašiyya, de l'année 974 H. à l'année 1127 H. du N° 704 au N° 717 ⁽¹⁾.

Tous ces registres y compris le fonds d'archives que nous étudions étaient préservés dans le tribunal législatif suprême se trouvant face au palais de Rīād Pāšā ⁽²⁾ dans la rue Nūr al-Zalām, dans la Ḥilmiyya al-Ġadida au Caire ⁽³⁾ et sont conservés à présent dans les archives du tribunal du statut personnel de Choubra au Caire. Ceux-ci dépendent juridiquement de l'administration de l'enregistrement immobilier depuis la mise en vigueur de la loi de Décembre 1967. Il est à noter que ces registres préservés ainsi périront avec le temps. Ce qui causera la disparition de toute une époque de notre histoire nationale sociale et économique et tout particulièrement de notre histoire juridique ⁽⁴⁾.

D. — IMPORTANCE DU FONDS D'ARCHIVES.

Ces registres nous fournissent d'importantes informations sur les procédures juridiques qui avaient lieu à l'époque. Ils nous renseignent sur les genres d'activités, le système de ces tribunaux ainsi que l'histoire de ces corps de justice. Ils nous informent aussi sur l'urbanisation et la vie sociale de l'époque.

En fait, nul n'a songé à étudier ces registres auparavant, bien qu'ils représentent des documents importants pour ceux qui s'intéressent à l'étude de l'histoire et des documents de l'époque ottomane. En tant que registres, ils comprennent des copies des documents originaux émis par le tribunal et inscrits dans ces registres d'une façon détaillée ou abrégée. Toutefois, les documents inscrits doivent porter des détails importants tels que : les noms des responsables et des objets concernés, ainsi que le prix fixé, les noms des deux adversaires dans un procès, le nom

⁽¹⁾ Deny, *Sommaire des Archives Turques du Caire*, pp. 215, 216, 217; Muḥammad Ḥusain, *al-Waṭā'iḡ al-tārīḡiyya*, pp. 88, 89; Stanford Shaw, *al-Waṭā'iḡ al-miṣriyya fī'l 'ahd al 'uṭmānī*, pp. 156 à 159.

⁽²⁾ Deny, *op. cit.*, p. 215.

⁽³⁾ Stanford Shaw, *op. cit.*, p. 156.

⁽⁴⁾ Depuis 1970, les registres ont été transférés dans le rez-de-chaussée de l'ancien tribunal mixte, rue Ramsès.

du mari et de son épouse ainsi que le montant du douaire défini dans le contrat de mariage; tout ceci est suivi de la date qui doit figurer à la fin du document. Comme il ressort de ce qui précède, ces documents seraient d'une importance primordiale si toutefois ils étaient soumis à une réorganisation générale et surtout s'ils étaient conservés d'une manière scientifique, tenant compte de l'aération et du degré de température. Ces registres nous intéressent pour les raisons suivantes.

Premièrement : Ils font partie d'une nouvelle branche d'études extrêmement riche en informations utiles aux recherches (études documentaires et comparatives des registres).

Deuxièmement : Ils sont utiles aux écrivains de l'histoire économique et sociale de la vie quotidienne à l'époque ottomane, puisqu'ils leur fournissent de nouvelles informations ne se trouvant point dans les rares écrits de cette époque.

Troisièmement : Ils servent à l'étude des sceaux et monnaies de l'époque ottomane.

Quatrièmement : Ils sont utiles aux paléographes vu qu'ils présentent diverses formes d'écriture. Nous notons dans différents registres aussi bien que dans un même registre, différentes calligraphies dues aux calames employés par les divers greffiers, de même que des abréviations variées et certaines fois même l'introduction de termes turcs dans la langue arabe.

Cinquièmement : Ils intéressent aussi ceux qui étudient l'art, l'architecture et l'urbanisme de l'Égypte ottomane. Ils nous fournissent même quelquefois une description de certains lieux en Égypte.

Finalement ces registres représentent de précieux trésors, grouillant d'informations sur la vie quotidienne des Égyptiens à une époque pauvre en écrits historiques. Ils nous éclairent sur l'état de la situation économique et urbaine et expliquent clairement le fonctionnement du système judiciaire et des Waqfs depuis le 10^e siècle de l'Hégire jusqu'au 13^e siècle ⁽¹⁾.

(1) Muḥammad Ḥusain, *al-Waḳā'iḳ al-tārīḫiyya*, p. 89.

III. — MÉTHODE DE PRÉSENTATION DES REGISTRES.

Objet du texte, encre, lignes, marges, sceaux, page du titre, page normale, page finale, états des registres en général.

PREMIÈREMENT : SUPPORT DE L'ÉCRITURE ET RELIURE.

Tous ces registres sont écrits sur du papier d'un blanc crémeux plus ou moins épais mais lisse, portant des marques en filigrane de formes différentes. Les dimensions de la page varient entre 29×18 cm. et 31×20 cm. Les registres terminés étaient reliés et il semble que la reliure ait été effectuée bien après leur rédaction car chaque dix feuilles formaient un cahier indépendant. Le scribe changeait de cahier au bout de la dixième feuille. Ceci est confirmé par la phrase se trouvant à la gauche de certaines pages dans des registres portant ce qui suit : « Vingtème cahier », suivi, dix pages plus loin, de « Vingt et unième cahier »⁽¹⁾. Il est probable qu'une fois terminés, ces cahiers étaient réunis dans un registre. La reliure remonte à une date très postérieure : en effet la reliure de certains registres est visiblement récente comme le montre la qualité du carton, de la toile cirée et de l'étoffe employée.

La dimension de la reliure du registre varie entre 30×20 cm. et 33×23 cm. Elle est formée de carton recouvert de toile cirée ou de gaze de différentes couleurs (rouge, noir, vert, marron).

DEUXIÈME : L'ENCRE.

La couleur de l'encre utilisée est noirâtre à l'exception de quelques pages dans certains registres où la couleur de l'encre tend vers le marron, ceci étant dû à l'existence d'un oxyde de fer dans l'encre. Le sable était employé pour sécher l'encre. Nous pouvons encore voir des restes de grains de sable entre les pages des registres. L'encre rouge était employée pour numérotter les pages du registre, de même que les documents débutant une page. Il est possible que cet emploi de

⁽¹⁾ Registre N° 439 Šālihiyya Nağmiyya, p. 339. Nous lisons 20° cahier (le 28 Rağab 934 H.), puis à la p. 359 nous lisons 21° cahier (le 8 Ša'bān 934 H.), puis p. 379 nous lisons 22° cahier, et à la p. 399 nous lisons 23° cahier....

l'encre rouge pour numéroté les pages et les documents date d'une époque autre que celle de la rédaction des registres. Ceci ressort des constatations suivantes :

- 1 — Le scribe chargé de numéroté les pages a oublié de numéroté un grand nombre de documents, pensant probablement qu'ils faisaient partie du document qui les précédait ou suivait.
- 2 — Cette personne n'avait aucune idée du contenu du document, la preuve en est qu'elle laissait passer des documents sans les numéroté.

De là, il nous est permis de dire que les numéros ont été ajoutés par quelqu'un d'autre. Il est probable que ceci fut entrepris par un ancien archiviste dans le but de calculer le nombre de documents dans chaque registre car nous trouvons à la fin du registre n° 527 un tableau indiquant le nombre de pages du registre, le nombre de ses documents ainsi que des signatures et remarques d'archivistes du Ministère de la Justice.

- 3 — Il existe des ratures, des arrangements de plusieurs numéros, ce qui prouve que le scribe du registre n'avait pas lui-même numéroté les documents au moment de leur enregistrement ⁽¹⁾.

TROISIÈMEMENT : LA CALLIGRAPHIE.

On constate dans ces registres l'emploi de différents calames. Bien plus, dans un même registre, il nous est permis de noter la contribution de plusieurs mains, à la rédaction des documents et procès. Ceci indique clairement qu'il existait de nombreux greffiers au tribunal, participant tous à la rédaction des registres. Les registres couvrant une période plus ou moins longue, nous notons le changement des greffiers qui pouvait être dû à différentes causes (renvoi, départ, mort...).

La calligraphie des registres en général est plutôt commune, rapide, certaines fois hésitante, due à la vitesse d'enregistrement et à la manière d'écrire de chacun des scribes. Certains d'entre eux ignoraient même la forme de la présentation et le style alors que d'autres s'appliquaient à la calligraphie, d'autres encore déformaient les hampes des lettres de sorte que deux lignes se rencontraient, ce qui causait

⁽¹⁾ Registre N° 469, Şālihiyya Nağmiyya, de la page 449 document 2.178 jusqu'à la fin du registre.

une confusion des termes. Les différentes sortes de calligraphie dans un même registre peuvent être classées comme suit :

- 1 — Lisible et claire, malgré la rapidité, négligeant les points diacritiques ⁽¹⁾.
- 2 — Peu lisible ou indéchiffrable. Les lettres entremêlées, l'espace étroit entre les mots et les lignes, la rapidité de l'écriture ainsi que l'absence de points diacritiques en sont la cause ⁽²⁾.
- 3 — Distincte et ordonnée du point de vue des caractères, de l'espace entre les lignes et du soin dans l'indication des points diacritiques ⁽³⁾.
- 4 — Ecriture laide et difficile à lire du fait du calame employé pour écrire, qui par endroits est gros et dans d'autres fin, ce qui cause une irrégularité dans la calligraphie qui devient illisible avec la vitesse d'enregistrement ⁽⁴⁾.

QUATRIÈMEMENT : LES LIGNES.

Les greffiers prirent l'habitude de ne point laisser d'espace entre les lignes dans un même document, de sorte que les lignes se trouvaient entassées et l'écriture commençait au début de la page jusqu'au bas sans laisser de marges. Cependant, entre deux documents, le scribe laissait deux à trois centimètres qu'il hachurait de lignes obliques « / / / ». Nous notons que les lignes ne sont pas droites mais penchent toujours vers le bas dans presque tous les registres. Le greffier commence la ligne d'un point défini, à la fin de celle-ci nous notons une déviation vers le bas, quelquefois accentuée selon le scribe. Cependant il existe des greffiers soigneux dont les lignes apparaissent droites ⁽⁵⁾.

D'une manière générale, les lignes étaient irrégulières et entassées, quelquefois le scribe couvrait la page dans le sens de la longueur ⁽⁶⁾. L'enchevêtrement des

⁽¹⁾ Registre N° 467, documents N°s 548 et 483, document 16 Šāliḥiyya Nağmiyya et document 4 registre N° 439.

⁽²⁾ Document N° 756, la plus grande partie du registre présente des calligraphies variées et illisibles.

⁽³⁾ Documents N°s 167 et 2.662 et 2.677, registre N° 439 Šāliḥiyya Nağmiyya.

⁽⁴⁾ Registre N° 508 Šāliḥiyya Nağmiyya, pp.

1 et 2. Plusieurs lignes ainsi que des annotations irrégulièrement disposées, en longueur et largeur.

⁽⁵⁾ Documents N°s 2.662 et 2.677 Šāliḥiyya Nağmiyya, p. 520.

⁽⁶⁾ Registre N° 508, p. 1 et premières pages qui suivent; Registre N° 544, pp. 563 et 564, 565.

lettres d'une ligne avec celles de la suivante rend la lecture du texte très difficile.

De même que le greffier écrivant des nombres désignant le montant d'une somme employait des abréviations pour représenter le montant au-dessous du chiffre, ce qui le plaçait entre les lignes. De sorte que s'il existait plusieurs sommes marquées dans une même ligne (des entiers) par exemple d'une valeur 200 ou 300, elles étaient écrites d'une manière abrégée, soulignées du symbole particulier au nombre ⁽¹⁾. Cette forme d'abréviation est appelée Nombres Qirmeh. Ces nombres diffèrent des nombres ordinaires dans la manière dont ils sont écrits et lus ⁽²⁾.

CINQUIÈMEMENT : LES MARGES.

Les greffiers se sont évertués à ne point laisser de marges de chaque côté de la feuille, de sorte que la feuille était couverte d'un bout à l'autre. Parfois s'ils laissaient une marge, ils y revenaient pour la couvrir d'écriture irrégulière dans toutes les directions ⁽³⁾.

Cependant, l'on trouve des registres renfermant des pages totalement vides, le scribe écrivait dans ces pages le terme « blanche » (*bayād*) ou « véritablement blanche » (*bayād saḥīḥ*) ⁽⁴⁾.

Il semble que les scribes écrivaient le mot *Bayād* dans les pages blanches afin qu'elles ne soient point employées pour l'insertion de documents falsifiés ou de textes pouvant changer les droits des personnes impliquées dans un procès, ce qui donnerait lieu à de nouvelles obligations nuisant aux autres. Pour cette même raison, ils barraient les pages vides et les hachuraient afin d'éviter qu'elles ne

⁽¹⁾ Documents N^{os} 375, 69, 806, 168, 102, Registre N^o 439 Ṣālihiyya Nağmiyya.

⁽²⁾ Voir El Mouelhy : « Le Qirmeh en Egypte », *Bul. de l'Institut d'Egypte*, 29, pp. 51-78. Dans cet article, l'auteur a démontré que l'attribution aux Coptes de l'invention des chiffres qirmeh ne pouvait être retenue et que cette écriture dont le premier exemple connu remonte à 934 H. est sans doute l'œuvre de scribes turcs.

⁽³⁾ Registre N^o 508, les premières pages du registre portent des calligraphies dans toutes les directions.

⁽⁴⁾ Registre N^o 464, les 2 dernières pages. Registre N^o 473 de la page 22 à la page 25 *Bayād*. — Registre N^o 474, p. 300. — Registre N^o 504, les pp. 108, 109 jusqu'à 124. — Registre N^o 484 de la page 445 à 452, et de la page 453 à la page 455. — Registre N^o 487 de la page 130 à 132.

soient employées. Il en est de même pour les espaces entre les documents ⁽¹⁾. Il arrivait quelquefois que les scribes écrivaient la date du jour suivie du terme «vide» (*hālī*), soit : dénué de documents et de procédures.

SIXIÈMEMENT : NUMÉROTATION.

Les scribes des registres n'utilisaient pas de ponctuation : virgules, points, parenthèses... mais le texte était rédigé d'un trait. De même les documents n'étaient pas numérotés selon leur classification. Le scribe se contentait de tracer des lignes entre les documents dans le registre afin de combler les espaces vides, ce qui indiquait que le sujet changeait. Ces lignes étaient généralement tracées en oblique.

Cependant nous notons des numéros sur les documents se trouvant dans les registres. Ceux-ci ont probablement été écrits à l'encre rouge à une période postérieure comme déjà expliqué plus haut à propos des encres. Toutefois, il existe un grand nombre de documents non numérotés. Plusieurs des numéros sont barrés ou rectifiés dans certains registres ⁽²⁾.

De même les pages sont numérotées à l'encre rouge en tant que folio et recto et non pas par feuille. Le numérotage comporte parfois des erreurs ⁽³⁾, ce qui dénote que la numérotation était postérieure à la rédaction du registre. Quant aux registres, ils sont numérotés aussi suivant un système particulier établi par le tribunal conservant actuellement ces registres. Les numéros sont consécutifs à l'exception des deux registres N^{os} 757, 756 qui se trouvaient avec d'autres registres de divers tribunaux. L'ordre de ces numéros est indépendant de la date du registre, c'est-à-dire qu'un registre d'une date postérieure peut porter un numéro antérieur à un autre.

SEPTIÈMEMENT : LES SCEAUX.

L'ensemble des sceaux qui apparaissent sur les pages de ces registres sont imprimés à l'encre et la plupart des registres sont scellés à plusieurs endroits. Certains portent des sceaux en première page ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Voir le spécimen de la feuille normale du Registre N^o 439 Šāliḥiyya, pl. 20.

⁽²⁾ Registre N^o 469. Rature des numéros des documents en rouge et leur rectification dans tous les documents.

⁽³⁾ Registre N^o 525. Il existe une erreur à la page 697 qui se trouve écrite après la page 698.

⁽⁴⁾ Registre N^o 757 Šāliḥiyya Nağmiyya, p. 1. — Registres N^{os} 528 et 529 Šāliḥiyya, p. 1.

D'autres sont scellés à la dernière page suivant l'expression : « Pour être mis dans le dépôt des complets ⁽¹⁾ ».

Dans certains autres le sceau est dans une des pages du milieu du registre, lors de la nomination d'un nouveau juge (*Qāḍī*) de la Sublime Porte, suivi du sceau du nouveau juge ⁽²⁾.

Les figures dans lesquelles s'inscrivent ces sceaux sont variées :

- parfaitement circulaires ⁽³⁾.
- ovales ⁽⁴⁾.
- octogonales ⁽⁵⁾.
- oblongues ⁽⁶⁾ (ovales, mais avec les deux extrémités pointues).

Ces sceaux particuliers aux tribunaux de l'époque ottomane étaient apposés par le juge après l'intimation d'un ordre par lui, au début des registres ou à la suite de la nouvelle de la nomination d'un nouveau juge à Istanbul, ou à la fin des registres. Quant aux expressions se trouvant sur ces sceaux, elles sont le plus souvent votives ou quelquefois portent le nom du juge. Parmi les expressions votives :

- 1 — Dieu me suffit (*Allah Ḥasbī*) ⁽⁷⁾
- 2 — *Al Mutawwakil 'alā al-Wakīl 'Abduhu Ismā'il* ⁽⁸⁾.

Quant aux noms des juges sur les sceaux :

- 1 — Faiḍallah 'Affīf ⁽⁹⁾
- 2 — Muḥammad al-Sayyid Rāšid ⁽¹⁰⁾

⁽¹⁾ Registre N° 499 Ṣālihiyya Nağmiyya (dernière page).

⁽²⁾ Registre N° 533, p. 145 (Nouvelle de la nomination de 'Abd Allah Effendi, inspecteur des tribunaux législatifs), suivi d'un sceau de forme arrondie.

⁽³⁾ Registre N° 522, page du titre — Registre N° 536, voir planches 17 et 18.

⁽⁴⁾ Registre N° 757, page finale (à mettre

au dépôt), suivi d'un sceau ovoïde, page 151 sceau ovoïde. — Registre N° 499, la dernière page voir planche 21 et Registre N° 512.

⁽⁵⁾ Registre N° 757, p. 1

⁽⁶⁾ Registre N° 473, p. 26.

⁽⁷⁾ Registre N° 529, p. 1.

⁽⁸⁾ Registre N° 520.

⁽⁹⁾ Registre N° 526, p. 1.

⁽¹⁰⁾ Registre N° 522, p. 157.

- 3 — Aḥmad ⁽¹⁾
- 4 — Muṣṭafā ⁽²⁾
- 5 — ‘Abduhu (le mot ‘Abduhu écrit suivant le contour du sceau arrondi, le mot Uṭmān au centre) ⁽³⁾
- 6 — Ibrāhīm Zāda ⁽⁴⁾
- 7 — ‘Abduhu Aḥmad Abū’l-‘Itqān (‘Abduhu écrit suivant la circonférence du sceau) ⁽⁵⁾
- 8 — ‘Abd al-Ḥamīd ⁽⁶⁾.

HUITIÈMEMENT : PAGE DE TITRE.

La plupart des registres qui nous sont parvenus n’ont pas de page de titre, celle-ci s’étant égarée avant la reliure de ces registres, ce qui est démontré par le fait que les cahiers que comprend chaque registre ont été groupés ensemble et reliés à une époque postérieure à leur rédaction. Cependant nous constatons dans certains registres des formes différentes de présentation de la page du titre. Ceci ferait un objet d’étude intéressant. Nous avons ainsi la preuve qu’au début des registres une page expliquait ce qui devait y être inscrit. On constate que les formules initiales qui nous sont parvenues sont de deux genres :

- 1 — La première formule débute par « Ceci est le registre béni du tribunal d’al-Šāliḥiyya al-Nağmiyya ».
- 2 — La seconde débute par : « Lorsqu’on fut au jour béni, arriva notre maître et Seigneur ».

Après l’étude des registres de ce fonds d’archives (du tribunal de la Šāliḥiyya Nağmiyya) dont le nombre s’élève à 103 registres, il s’est avéré que les registres ayant une page de titre sont au nombre de 27 seulement. Ils portent les numéros suivants : 456, 460, 461, 466, 477, 480, 481, 492, 508, 510, 515, 516, 519, 520, 520 bis, 523, 525, 526, 528, 529, 533, 534, 535, 536, 537, 757.

⁽¹⁾ Registre N° 520, p. 1.

⁽²⁾ Registre N° 527, page finale.

⁽³⁾ Registre N° 537, p. 1.

⁽⁴⁾ Registre N° 535, p. 1.

⁽⁵⁾ Registre N° 534, p. 1.

⁽⁶⁾ Registre N° 534, p. 165.

La raison pour laquelle ces pages de titre étaient pratiquement inexistantes semble être due à l'état d'abandon des registres avant leur reliure. Peut-être même n'a-t-elle jamais été rédigée. Mais cette dernière raison est peu plausible.

Quant à la présentation de la page du titre, elle prit des formes différentes, dont la plus répandue est la forme triangulaire. Dans le volume des planches de notre thèse nous en avons isolé plusieurs, représentant les différentes formes. On a ainsi les spécimens suivants :

1 — *Registre N° 456* ⁽¹⁾ : *Spécimen 1*

Ceci est le registre du tribunal de Messieurs les Malékites à Šālihiyya al-Nağmiyya, louable en est le début, rapide la fin, destiné à (conserver) ce qui adviendra comme actions légales à Šālihiyya al-Nağmiyya, le 10 Ğumādā II, de l'année 978, que Dieu, dans Sa Grandeur, en fasse surgir du bien.

Fidèle

2 — *Registre N° 460* ⁽²⁾ : *Spécimen 2*

Registre de Messieurs les Malékites à Šālihiyya al-Nağmiyya à partir de la fin du mois de Muḥarram de l'année 987.

3 — *Registre N° 461* ⁽³⁾ : *Spécimen 3*

Ceci est le registre du tribunal malékite à Šālihiyya al-Nağmiyya. Louable (en est) le début, rapide (en sera) la fin, destiné à (conserver) ce qu'il adviendra en fait d'actions judiciaires devant le tribunal mentionné. Commencé le 20 dū'l Ḥiğga de l'an 987, en présence de notre Seigneur, le Šayḥ Karīm al-Dīn al Baramūnī, al-Mālikī, que Dieu le traite avec bonté.

NEUVIÈMEMENT : LA PAGE NORMALE.

L'enregistrement dans la page normale avait lieu en général par ordre de date, mais cependant nous trouvons parmi les documents un document succédant à

⁽¹⁾ Dans la page du titre commencent les documents, cependant ces derniers ne sont pas numérotés.

⁽²⁾ L'inscription des documents commence immédiatement sur la page du titre, mais le

numérotage ne commence qu'à partir de la page suivante.

⁽³⁾ L'enregistrement des documents commence sur la page du titre, mais le numérotage ne commence qu'à partir de la page suivante.

un autre bien qu'antérieur. Les documents se suivent tout en étant séparés par des hachures ⁽¹⁾.

L'enregistrement quotidien débute par la date du jour (le mois et l'année) au-dessous de laquelle vient la date des documents et procès inscrits ce jour-là. Ces registres ne suivent pas le même ordre d'enregistrement quotidien car certains registres ne portent pas la date du jour (mois, année), mais le scribe se contente de mettre la date à la fin de chaque document ⁽²⁾.

Le scribe signe après chaque document ou jugement. Le juge (Délégué du *Qāḍī 'Askar* du tribunal de la Šālihiyya) n'est pas obligé de signer après chaque document mais quelquefois après trois ou quatre d'entre eux. L'enregistrement dans la page ordinaire se fait du début à la fin dans le sens de la longueur aussi bien que dans le sens de la largeur, sans laisser de marge, quelquefois même dans toutes les directions ⁽³⁾.

DIXIÈMEMENT : LA PAGE FINALE.

La plupart des registres se terminent sans indication définie, cependant certains registres portent en dernière page des expressions indiquant la fin du registre comme :

- 1 — A mettre au dépôt (*yadhul al-hazīna*) suivi d'un sceau ⁽⁴⁾.
- 2 — Avec la grâce de Dieu et son aide s'est terminé ce registre béni, Notre Seigneur *Šayḥ al-Islām*, Juge des Juges (*Qāḍī al-Quḍāh*) et son délégué de la Sublime Porte, que Dieu les protège, ont ordonné de le placer dans le dépôt des archives complètes, afin qu'il y soit préservé ⁽⁵⁾. Suivi du sceau.
- 3 — Ou bien nous trouvons à la fin du registre l'expression « le registre est terminé » (*tamma al-siğil*), suivi du sceau ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Ceci paraît dans le spécimen d'une page ordinaire du registre 439.

⁽²⁾ Registre N° 757 Šālihiyya Nağmiyya (ce registre suit cet ordre).

⁽³⁾ Voir planche 26 B.

⁽⁴⁾ Registre N° 757 Šālihiyya Nağmiyya,

page finale.

⁽⁵⁾ Registre N° 499 Šālihiyya Nağmiyya, page finale, voir planche 21.

⁽⁶⁾ Registre N° 512 Šālihiyya Nağmiyya, page finale, voir planche 22 A.

4 — Ou bien « ce registre est terminé et doit être mis dans le dépôt » *tamma haḍā al-siḡil wa yūda' fī 'l-ḥazīnat al-ʿāmira* ⁽¹⁾.

5 — Ou « ici se termine ce qui a été dit » *tamma al-kalām fī haḍā al-maqām* ⁽²⁾.

Il est probable que la page finale de certains registres a été égarée avant la reliure, du fait de la négligence dans l'entretien de ces registres.

Il découle de ce qui précède que les registres étaient conservés dans le dépôt des archives complètes qui se trouvait au tribunal de la Sublime Porte. Ceci afin qu'ils soient disponibles pour les personnes en quête d'une information quelconque ou qui avaient besoin d'une copie d'un document. Ce fait est confirmé par l'existence dans les archives du Ministère des Waqfs au Caire, de copies de documents portant :

« Cette copie a été relevée du registre du tribunal de la Şāliḥiyya en Egypte bénie, préservée au dépôt des registres complets par ordre de Notre Seigneur, *Şayḥ maşāyyiḥ al-Islām* ... dont la signature, ci-haut, est apposée, que Dieu l'élève encore plus, et son contenu est » ⁽³⁾.

La plupart des registres qui portaient les expressions indiquant la fin, contiennent des pages finales vides ⁽⁴⁾; tandis que les registres qui se terminent par un document sans expressions indiquant la fin, ne contiennent pas de pages vides. Ceci nous fait penser que les registres qui ne contiennent pas d'expression finale en dernière page l'ont perdue. Toutefois, il est possible que le scribe ait négligé d'écrire l'expression finale dans ces registres.

ÉTAT DES REGISTRES EN GÉNÉRAL.

Il est certain que l'état des registres des tribunaux ottomans en général (et non de la Şāliḥiyya seulement) est lamentable. En ce qui concerne les registres

⁽¹⁾ Registre N° 515 Şāliḥiyya Nağmiyya, page finale.

⁽²⁾ Registre N° 517 Şāliḥiyya Nağmiyya, page finale, voir planche 22 B. — Registre

N° 523, page finale, voir planche 23 de ma thèse.

⁽³⁾ *Waṭiqa mufrada*, N° 415 Waqfs.

⁽⁴⁾ Registres N°s 508, 512, 515, 517, 518 Şāliḥiyya Nağmiyya.

du tribunal de la Šālihiyya, certains d'entre eux ont des pages rongées⁽¹⁾, alors que d'autres sont réduits en lambeaux⁽²⁾, le peu qui reste est relativement intact. Cependant s'ils ne sont pas classés, photocopiés et conservés de façon scientifique⁽³⁾, ils périront de même et leur étude sera pratiquement impossible.

IV. — ÉTUDE DOCUMENTAIRE DU PREMIER REGISTRE.

A. — MÉTHODE D'ENREGISTREMENT.

Ce registre tout comme les autres servait à l'enregistrement des procès et jugements (réclamations, documents, contrats), de sorte qu'il représente un moyen d'enregistrement et de mise à la connaissance du public, des contrats, des transactions entre les personnes permettant de préserver leurs droits.

1) *Les procès, méthodes de présentation :* Concernant les procès, le plus probable est que le juge (*qāḍī*) siégeait au tribunal pour étudier les appels en justice des gens et tranchait entre eux les différends. Les plaideurs venaient accompagnés de leurs témoins et des pièces à conviction, et exposaient au Juge leurs démêlés. Celui-ci étudiait les cas et réglait la question selon son jugement personnel. A ce moment-là, le greffier rédigeait le procès en abrégé pour conserver les droits des deux parties, et le relevait dans les registres du tribunal⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Registre N° 439, p. 537. — Registre N° 494, pp. 439, 440, 441. — Registre N° 497, pp. 1, 24, 25. — Registre N° 508, pp. 1, 2, 3, 4. — Registre N° 517, pp. 172, 173, 174.

⁽²⁾ Registres N°s 492, 498 (presque entièrement rongés).

⁽³⁾ Il faudrait mettre en ordre ces registres et les classer d'après leurs sujets comme il a déjà été fait avec les premiers registres dans

cette étude afin que l'unité du fonds d'archives soit entièrement classée et qu'elle puisse servir aux recherches scientifiques. Voir Registres N°s 537, 756, 757 pour la comparaison entre leur date, ainsi que les Registres N°s 523, 524.

⁽⁴⁾ Nous voyons ceci dans les spécimens publiés de certains procès du premier registre dans ce chapitre.

2) *Les Documents et Contrats* : En ce qui concerne les contrats, leurs propriétaires venaient les faire légaliser au tribunal par le juge du tribunal, alors que les greffiers s'occupaient de les rédiger selon la forme juridique voulue, puis les soumettaient au juge qui apposait sa signature dans un espace vide au haut du document, ainsi que son sceau portant son nom. Puis le greffier relevait dans le registre une partie du document (en supprimant l'introduction et la conclusion de l'original). Ainsi le registre renfermait les copies des documents émis par le tribunal de la Ṣāliḥiyya Nağmiyya, et légalisés par ses juges. Quant au document original (contrat), il était remis à l'une des deux parties ou certaines fois chacune des deux prenait une copie conforme légalisée. Le greffier écrivait alors au bas des documents l'expression « enregistré » ⁽¹⁾ indiquant qu'ils avaient été inscrits dans le registre.

Ainsi les copies des documents relevées dans le registre étaient abrégées et non conformes à l'original. Ceci ressort de la comparaison que j'ai faite entre le document original, isolé et les documents enregistrés dont la date remonte à 1180 H. En recherchant leurs copies dans le registre comprenant les documents propres à cette époque, je les ai trouvés inscrits dans le registre N° 526 Ṣāliḥiyya Nağmiyya sous le N° (527), dont je publierai le document original et la copie relevée dans le registre afin que ceci soit plus clair.

ANALYSE DU DOCUMENT ORIGINAL ISOLÉ

Lieu de conservation : Archive du Tribunal du Statut Personnel Choubra.

Numéro du Document : 502.

Dimensions du Document : 15 × 43 cm.

Rédigé sur : Papier.

Nature du Document : Privé.

Objet du document : Céder sa quote-part dans deux teintureriers en échange d'une somme d'argent.

Qualité de l'objet cédé : Deux teintureriers se trouvant à Miṣr. L'une d'entre elles se spécialisant dans la teinture de la soie rouge se trouvait dans le Ḥaṭṭ al-Bunduqiyyin près du Ḥān al-Ḥamzāwī al-Kabīr. L'autre se spécialisant dans la teinture des étoffes de couleurs variées se trouvait au Ḥaṭṭ Bayn al-Ṣūrayn.

Le cédant : al-Ṣamsī, Muḥammad Ḡalabī Ibn al Marḥūm al-Amīr Ḥusain Ḡurbaḡī (fils de feu Ḥusain Ḡurbaḡī).

⁽¹⁾ Document N° 23 Darb al-Aḥmar, *Mahfaḍa* 1, Patriarcat Copte Orthodoxe au Caire.

Le bénéficiaire : al-ḥağğ al-Burulī ibn al-Marḥūm Ḥusayn (fils de feu Ḥusayn).

Date du Document : 6 Ġumāda I, année 1180 H.

TRADUCTION DU DOCUMENT ORIGINAL

Louange à Lui

A eu recours à

Sceau de celui qui attend tout de Lui,

moi

Louange à Lui

M'a été soumis et je l'ai rendu exécutoire, moi qui attends tout de Dieu Fayḍ Allāh 'Afif, délégué au Tribunal Šālihiyya à Miṣr, que Dieu l'élève et lui pardonne ses péchés

à Miṣr, le malékite

'Alī ibn 'Alī, qu'ils soient

tous deux pardonnés

'Afif Fayḍ Allāh (sceau)

'Afif Fayḍ Allāh (sceau)

- 1 — Au tribunal de la Šālihiyya Nağmiyya à Miṣr, ville protégée ... ⁽¹⁾ jusqu'au jour du Jugement, devant notre Maître et Seigneur
- 2 — Le šayḥ al-Imām ... le juge selon le droit malékite
- 3 — Dont la signature ... est apposée ci-dessus; en présence de chacun de ceux dont le nom suit, le glorieux ... 'Alī ibn 'Abdallāh
- 4 — Client du défunt Ḥağğ Ibrāhīm al-Taḥḥān, et le parfait ... Fayḍ Allāh al-Ḥarbuṭlī et le précieux
- 5 — ... al-Ḥağğ Muḥammad, fils du défunt Ḥalil Bišnāq et du 'Umda ... Badr al-Dīn Ḥasan, cheikh de la confrérie
- 6 — des Qabbāniyya à Miṣr ... et le respecté Ḥasan client du cédant dont il va être fait mention; leur ayant fait prendre connaissance de ce que contenait (ce document)...
- 7 — Témoignant pour lui-même le glorieux... al-Šamsī Muḥammad Ġalabī fils du défunt émir Ḥusayn Ġurbağī ...
- 8 — inspecteur du voile de la Ka'ba, disposant de témoins susceptibles de témoignage légal selon toutes les conditions requises
- 9 — Légalement, déclare avoir cédé sa part à sa grandeur, le 'Umda, al-Ḥağğ Ismā'il
- 10 — Al-Burullī, fils de feu Ḥusain, un des plus grands commerçants de la Wikālat al-Ḥayš du Ḥaṭṭ (quartier) du Ḥān al-Ḥalilī à Miṣr
- 11 — Cette part cédée équivaut au quart (6 qirāṭ des 24)
- 12 — Représentant la totalité des deux teintureries connues sous le nom d'al-Sultān se trouvant à Miṣr

⁽¹⁾ La traduction que nous donnons de ce document est abrégée et nous avons sup-

primé la plupart des eulogies superlatives qui en encombraient le texte (N. du T.)

- 13 — Dont l'une spécialisée dans la teinture de la soie rouge, se trouve au Ḥaṭṭ des Bunduqiyyin près du Ḥān al-Ḥamzāwī al-Kabīr. Alors que l'autre spécialisée dans la teinture
- 14 — Des soieries de couleurs variées et autres tissus, se trouve au Ḥaṭṭ de Bayn al-Šūrayn. Cela fut reconnu par les deux parties
- 15 — La part cédée de la totalité des deux teintureriers citées plus haut, appartient à al-Šams Muḥammad Ġalabī
- 16 — Le cédant mentionné ci-dessus. Celui-ci en est le seul propriétaire légal jusqu'à ce jour
- 17 — Ceci a été confirmé par la *Ḥuġġa* (contrat notarié) légalisé qu'il détenait et qui fut présentée en 2 copies rédigées par la *Qisma 'Askariyya* au Caire portant la date
- 18 — Du 1^{er} Rabī' I de l'année 1178 H. Al-Šams Muḥammad (le cédant mentionné) possède le droit de céder sa part,
- 19 — Légalement, d'après ce qui a été expliqué ci-dessus. Ce dernier se désiste de sa part légalement
- 20 — Et de plein gré. Il a reconnu son acte officiellement
- 21 — Légalement avec l'approbation du Ḥaġġ Ismā'il al-Burullī déjà cité, qui
- 22 — L'accepta de lui légalement, contre une somme d'argent reçue par al-Šams Muḥammad Ġalabī (le cédant mentionné)
- 23 — Et payée par le Ḥaġġ Ismā'il al-Burullī à qui revient le droit. Cette somme s'élève à 100 rials *ḥaġārī*
- 24 — Et 19 rials *ḥaġārī*, versés légalement en présence des Témoins et de personnes dont le nom figure plus haut.
- 25 — La personne à qui la part fut cédée, déclara avoir reçu les documents prouvant son droit de propriété.
- 26 — La prise de possession légale, après l'étude des documents et la reconnaissance des droits des deux parties fut approuvée par la loi.
- 27 — De ce fait, et selon ce qui a été expliqué plus haut, le Ḥaġġ Ismā'il fils de feu Ḥusayn al-Burullī
- 28 — A qui revient le droit de la quote-part, évaluée au quart (6 qirāt) de la totalité
- 29 ⁽¹⁾ — Des deux teintureriers, devient propriétaire, libre de disposer à son tour, de sa part, vue la somme versée

⁽¹⁾ Sur la marge droite du document (isolé) original, entre les lignes 29 et 32 le texte suivant :

Ce désistement eut lieu comme mentionné.

Et expliqué dans la *Ḥuġġa* (contrat) légal

du désistement.

Avec l'acceptation légale, rédigée par ce tribunal.

Datant du 26 Rabī' al-āḥir.

Année 1180 H.

- 30 — Mentionnée plus haut sans avoir recours au cédant al-Šams Muḥammad Ġalabī ni à l'un des co-propriétaires possédant ainsi le droit
- 31 — D'en disposer légalement selon les moyens reconnus par la loi.
- 32 — Ceci fut attesté légalement par Notre Maître le Juge légal malékite dont le nom est mentionné plus haut.
- 33 — A la suite de l'attestation tout ce qui précède fut confirmé juridiquement de sorte qu'il devint acte authentique et légal,
- 34 — Signé par le responsable dont le jugement est reconnu légalement exécutoire au nom de Notre Seigneur
- 35 — Maulānā Fahr 'Ulamā'l-Islām (fierté des Docteurs de l'Islam) le Juge hanafite dont la signature est apposée plus haut
- 36 — grâce à la déclaration de chacun d'entre eux et leur acceptation de la transaction en présence du délégué de l'autorité juridique, ceci fut exécuté le 6 Ġumādā I de l'année
- 37 — mille cent quatre vingt de l'Hégire de Celui à qui vont toute gloire et tout honneur notre Seigneur Muḥammad que la bénédiction et le Salut divin soient sur lui
- 38 — Les témoins

Signature

Signature

Signature

Signature

* * *

Le document précédent est présenté dans le registre 526 Šāliḥiyya Nağmiyya, p. 307 sous le N° 527, sous la forme suivante, abrégée.

Issu chez le (juge) malékite en liaison avec le (juge) hanafite :

- 1 — En présence de chacun (de ceux dont le nom suit) le glorieux 'Alī ibn 'Abd Allāh client du feu Ḥağğ Ibrahīm al-Taḥḥān et fierté de ses semblables al Ḥağğ Fayḍ al-Ḥarbuṭlī, et le plus célèbre des siens,.
- 2 — Al Ḥağğ Muḥammad fils de Feu Ḥalīl Bišnāq et du juste 'Umda al-Šayḥ Badr ad-Dīn Husayn Šayḥ de l'ordre Qabāniyya au Caire et le respectueux Ḥasan client du cédant
- 3 — Dont le nom sera mentionné par la suite, que leur gloire demeure à jamais. La fierté de ses parents al-Šams Muḥammad Ġalabī fils de feu l'Emir Ḥusayn Ġūrbağī de l'ordre al-Ḥarīrī, inspecteur de la *Kiswa al-Šarīfa* (tenture recouvrant la Ka'ba),
- 4 — Ayant des témoins possédant toutes les qualités légales voulues, déclare avoir cédé sa part à Sa Grandeur le 'Umda Ḥağğ Ismā'il

- 5 — al-Burullī fils de feu Ḥusayn un des plus grands commerçants de la Wikālat al-Ḥayš du Ḥatt Ḥān al Ḥalilī au Caire. Cette part cédée équivaut au quart : 6
- 6 — *qirāṭ* des 24 *qirāṭ* représentant la totalité des parts des 2 teintureries connues sous le nom d'al-Sulṭān se trouvant à Miṣr, spécialisées.
- 7 — L'une dans la teinture de la soie rouge se trouvant au Ḥaṭṭ al-Bunduqiyyīn près du Ḥān al-Ḥamzāwī al-Kabīr. L'autre spécialisée dans la teinture des soieries de couleurs variées se trouvant au Ḥaṭṭ
- 8 — Bayn al-Šūrayn. Cela fut reconnu par les deux parties. La part cédée de la totalité des deux teintureries citées plus haut, appartient au dit al-Šams.
- 9 — Muḥammad Ġalabī le cédant mentionné ci-dessus. Celui-ci en est le seul propriétaire légal jusqu'à ce jour. Ceci a été confirmé par la *Ḥuġġa* (contrat notarié) prouvée authentique et légale,
- 10 — Qu'il détenait et qui fut présentée en deux copies rédigées par la *Qisma 'Askariyya* en Egypte portant la date du 1^{er} Rabī' I de l'année 1178 H. Al-Šams Muḥammad (le cédant mentionné plus haut),
- 11 — Possède le droit de céder sa part légalement. Il s'en désista de plein gré et de bon cœur.
- 12 — Ce cédant, reconnu son acte officiellement et légalement, avec l'approbation du Ḥaġġ Ismā'il al-Burullī déjà mentionné, lequel l'accepta de lui légalement,
- 13 — En échange d'une somme d'argent reçue par Al-Šams Muḥammad Ġalabī (le cédant) et payée par le Ḥaġġ Ismā'il al-Burullī à qui reviennent les droits.
- 14 — Cette somme s'élève à 119 rials *ḥaġārī* versés légalement
- 15 — en présence des témoins et des personnes dont le nom figure plus haut. La personne à qui la part fut cédée reconnu avoir reçu les documents prouvant son droit de propriété.
- 16 — La prise de possession légale, après l'étude et la reconnaissance des droits des deux parties fut approuvée par la loi. De ce fait, vu ce qui a été expliqué plus haut, le Ḥaġġ Ismā'il al-Burullī
- 17 — A qui reviennent les droits de la quote-part évaluée au quart (6 *qirāṭ*) de la totalité des deux teintureries citées plus haut, devint
- 18 — Propriétaire légal, libre de disposer à son tour de sa part, vue la somme versée, mentionnée ci-dessus, sans avoir recours au cédant al-Šams Muḥammad Ġalabī, ni à l'un des autres co-propriétaires
- 19 — Possédant ainsi le droit d'en disposer légalement comme expliqué. Tout ce qui précède fut légalisé et reconnu selon la loi et rédigé le 6 Ġumāda I de l'année 1180 H.

Signature (al-Šayḥ Aḥmad al-Ṭūlūnī)

Signature (al-Šayḥ Muḥammad al-Siyūfī)

Il nous apparaît de la publication du document original et de sa copie abrégée qui se trouve dans le registre, ce qui suit :

- 1 — Les deux introductions ne correspondent pas. L'original débute par l'expression «Au tribunal de la Šālihiyya Nağmiyya à Miṣr», alors que la copie porte « En présence de chacun (de ceux dont les noms suivent)». Cette différence résulte du fait qu'il faut mentionner le nom du tribunal où fut légalisé le document isolé original, afin qu'il se distingue des autres documents légalisés et issus d'un autre tribunal. Il en est de même pour le nom et le sceau du juge. La copie elle est inscrite sur le registre du tribunal de la Šālihiyya Nağmiyya comme mentionné dans la page du titre. Tous les documents étaient inscrits dans le registre l'un après l'autre. Il est évident que ce document publié a été légalisé au tribunal de la Šālihiyya Nağmiyya, autrement il n'aurait pas été nécessaire de l'inscrire dans le registre particulier à ce tribunal. Malgré ceci le greffier écrivait quelquefois le nom du tribunal au début du document inscrit dans le registre et son texte «Au tribunal de la Šālihiyya, devant notre seigneur le juge (*al-ḥākim*)» ⁽¹⁾.
- 2 — Nous notons que la fin du document original porte plus de détails que la copie inscrite dans le registre, du point de vue des expressions testimoniales, des liens entre les jugements et l'exécution. Tandis que dans la copie, le greffier se contente d'écrire l'expression « Tout ceci ayant été authentifié, établi et jugé, le témoignage en étant porté ». L'inscription du document dans le registre indique que le document a déjà été légalisé antérieurement par le juge (*qāḍī*), et il n'est point nécessaire de re-écrire la fin en détail dans la copie.
- 3 — La calligraphie du document original n'est pas la même que celle de la copie du document se trouvant dans le registre. Ce qui indique que nous avons affaire à deux personnes différentes. Ceci ressort du spécimen particulier étudié.
- 4 — Les noms des témoins et des deux parties, le lieu de l'émission du contrat, la loi appliquée (les points principaux) sans l'introduction et la conclusion apparaissent dans la copie inscrite dans le registre.

(1) Document N° 1322 Registre 439 Šālihiyya et Documents N°s 1166 et 1709 Registre 439 Šālihiyya.

Ainsi nous pouvons dire que le document a été abrégé dans le registre lors de son inscription. Néanmoins il apparaît au début des documents isolés qui se trouvent dans les archives des Waqfs ce qui nous aide à remarquer que ce sont des copies extraites du registre comprenant les originaux préservés au dépôt des registres complets ⁽¹⁾.

Dans une de ces copies se trouve le texte suivant : « Ceci est une copie relevée du registre du tribunal de la Šālihiyya en Egypte, conservé au dépôt des registres complets selon l'ordre de Notre Seigneur et Maître » ⁽²⁾. Il existe une autre possibilité, c'est que la copie relevée du registre peut être identique au document original tel qu'il était et non abrégé. Cependant le plus courant était d'inscrire l'abrégé du document après avoir supprimé l'introduction et la conclusion de l'original.

Si nous admettons le fait que les documents étaient abrégés dans les registres, pouvons-nous conclure qu'il en était de même des autres documents? Si oui, cette forme était-elle très abrégée ou pas? Cette abréviation variait-elle d'un document à l'autre, d'une époque à l'autre (début, milieu ou fin de la période ottomane)? De même variait-elle d'un tribunal à l'autre? Nous ne pouvons trancher la question en disant que l'abréviation dans certains documents était plus sensible que dans d'autres sans avoir fait une étude approfondie de toutes les sortes de documents et de leurs copies dans les registres dans tous les tribunaux à travers les différentes périodes.

Quel que soit le cas, il existait certainement une forme d'abréviation dans l'enregistrement des documents. Etant donné que ces documents n'étaient enregistrés que pour préserver les droits des gens dans le tribunal de la Šālihiyya.

Dans tous les documents originaux isolés se trouvent différentes expressions qui prouvent qu'ils ont été relevés dans les registres : « Inscrit » ⁽³⁾ ou « Inscrit dans le registre » ⁽⁴⁾.

Il apparaît de même à la fin d'un document l'expression : « A été inscrit dans le registre le 14 dū'l-Ḥiġġa de la même année, dû au manque d'espace » ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Documents N^{os} 87, 91, 151, 349, 358, 388, Waqfs.

⁽²⁾ Document N^o 415, Waqfs.

⁽³⁾ Documents N^{os} 33, 42, Darb al-Aḥmar,

Mahfaḍa 1, Patriarcat Copte Orthodoxe.

⁽⁴⁾ Document N^o 34, Mouski, *Mahfaḍa* 1, Patriarcat Copte Orthodoxe.

⁽⁵⁾ Document N^o 569, Waqfs.

Il ressort de ce texte que les documents originaux étaient inscrits journallement après leur rédaction dans les registres des tribunaux qui les ont émis. Vu le nombre de documents émis le même jour que notre document, et dû au manque de temps et d'espace, celui-ci fut inscrit à une date ultérieure. Il est probable que ce manque d'espace était dû à ce que le greffier laissait un nombre de pages vides après la date du jour, évaluant plus ou moins le nombre de pages nécessaires à l'inscription des documents en sa possession pour les relever plus tard. Quelquefois le nombre de documents dépassait l'espace laissé vide, ce qui l'obligeait à les inscrire sur d'autres pages portant d'autres dates. Le registre 519 de la Šālihiyya ⁽¹⁾ porte un ordre du *Qāḍī 'Askar* au délégué et au greffier du tribunal leur demandant de ne pas inscrire les documents sous deux dates différentes. Un des documents porte ce qui suit : « Il a été ordonné d'écrire ceci et de le copier dans le registre conservé afin qu'il soit enregistré et effectivement exécutoire » ⁽²⁾. Dans un autre document apparaît l'expression : « Il a été ordonné d'écrire ceci et de le signer, de lui donner force exécutoire, jugement légal a été rendu à ce sujet et il a été ordonné de le copier sur le registre conservé, rédigé le ... » ⁽³⁾.

B. LES INTRODUCTIONS DES DOCUMENTS ET DES PROCÈS DANS LE 1^{er} REGISTRE.

Il apparaît de cette étude que la plupart des documents inscrits dans le registre n'ont pas de formules complètes protocolaires d'introduction. Ils débutent immédiatement par une expression indiquant le fait juridique. Ceci est dû à ce que le protocole d'ouverture dans les documents isolés porte généralement le nom du tribunal et du Juge. Ces deux noms sont connus dans le registre sans avoir à les mentionner dans chaque document. De ce fait, en cas d'enregistrement du document dans le registre, on supprimait l'introduction pour l'abrégé, car le seul but du registre était de préserver les droits et d'enregistrer les faits les rendant officiels, afin qu'ils ne disparaissent pas avec le temps.

Ci-dessous certaines expressions d'introduction des documents qui se trouvent dans le premier des registres du tribunal de la Šālihiyya Nağmiyya, que nous étu-

⁽¹⁾ et registre 519 Šālihiyya, p. 2.

⁽³⁾ Document N° 280, Waqfs.

⁽²⁾ Document N° 277, Waqfs.

dions. Ces expressions indiquent clairement que les documents débutent souvent par une présentation du fait juridique :

<i>N°</i>	<i>Expressions d'ouverture</i>	<i>N° du Document dans le Registre 439 Šālihiyya Nağmiyya</i>
1	Un tel poursuit un tel en justice	330 - 776 - 929 - 1501
2	Un tel a déclaré légalement	213
3	Un tel atteste publiquement	200
4	A loué	69 - 147 - 2677
5	A acheté	117 - 218 - 851
6	Un tel a acheté d'un tel	728
7	Un tel a loué d'un tel	1759
8	Après la convocation d'un tel et d'un tel à la suite d'une dispute	477
9	A apporté un témoignage légal	191 - 2109
10	Une telle a demandé le divorce de son mari	167 - 1541
11	Une telle est retournée à son mari après leur divorce	806
12	A ordonné notre maître le Šayḥ al-Dumayrī	439 (établissement d'une pension)
13	Un tel épouse une telle (Contrat de Mariage)	102 - 356
14	A donné une procuration à un tel	1987
15	Les deux parties se sont réconciliées	4
16	A accordé un délai	1651
17	A été prouvé devant notre maître	34 - 734
18	S'est engagé	746
19	Un tel a loué du représentant reconnu du qāḍī	3211
20	Sous la garantie d'un tel — sous la garantie du Ḥawāḡa	2108 - 3008
21	A l'ordre du Sultan al-ʿĀdil Tūmān Bay	3027
22	A loué de notre maître le Qāḍī al-ʿAskar au Caire ...	1759
23	Un tel s'est lié à une telle	1636
24	Pour le compte de l'administration de la Ḥisba Šarīfa	1393
25	A ordonné Notre Seigneur l'envoi de deux témoins pour évaluer l'héritage ...	1311

A côté des expressions citées ci-dessus, certains documents dans le registre débuent par des expressions n'indiquant pas le fait juridique, telles :

<i>N°</i>	<i>Expressions d'ouverture</i>	<i>N° du Document dans le Registre</i>
1	Notre maître le Juge a adressé	692
2	Devant Notre Seigneur et Maître	2017 - 2662
3	Au tribunal de la Šālihiyya Nağmiyya	1709
4	Rendons grâce à Dieu et Dieu seul	343 - 166
5	A été rédigé en date	1226
6	A la Šālihiyya devant Notre Seigneur le Juge Ottoman	1322
7	Les témoins se sont présentés au tribunal de la Šālihiyya à la date du ...	1346
8	Dans la demeure de Sa Hautesse	1304
9	A été inauguré à la Šālihiyya	1166

C. CONCLUSION DES DOCUMENTS DANS LE PREMIER REGISTRE.

Les expressions de conclusion dans les documents isolés diffèrent de celles des copies dans les registres, car la conclusion elle aussi était abrégée dans le registre. Etant donné que le scribe ne mentionnait pas la date à la fin des documents inscrits dans le registre et en particulier dans les registres où il a écrit la date avant d'avoir enregistré les documents de ce jour. Il se contente de l'expression « A sa date », indiquant que la date est celle déjà mentionnée. Tandis que dans le document original, il est nécessaire d'indiquer la date à sa fin.

Les expressions de jugements, d'exécutions qui se trouvent dans la conclusion des documents originaux isolés étaient abrégées dans le registre. Si le scribe les mentionnait dans le registre, cela signifiait qu'elles avaient été reconnues comme vraies, légales, confirmées et exécutées. Il est connu que l'enregistrement (l'inscription dans le registre) — c'est-à-dire la publication — fait suite à la légalisation. Ceci nous apparaît clairement des expressions de certains documents isolés du registre 439 Šālihiyya Nağmiyya et qui sont :

<i>N°</i>	<i>Expressions finales</i>	<i>N° du Document dans le Registre</i>
1	Ceci comprend l'établissement des faits et le jugement à sa date	356
2	Ceci comprend l'établissement des faits et le jugement	2081
3	Sortit satisfait	158 - 2559
4	Fut emprisonné	2000
5	A autorisé son arrestation	191
6	Ceci comprend l'établissement des faits et le jugement m'a été témoigné le 5 Muḥarram	2793
7	Puis ceci fut contenu dans le jugement	1520
8	Ceci comprit l'établissement des faits et le jugement de Notre Seigneur le Juge Malékite	1541
9	Décision refusant absolument de reconnaître le droit réclamé	603
10	Possède une preuve qu'il a présentée	929
11	Décision refusant absolument de reconnaître le droit réclamé, formulée en termes détaillés	1510
12	Il refusa de porter serment et sortit	934
13	Au bénéfice du jugement de paiements différés	330
14	Prêta serment	157
15	Possède une preuve évidente qu'il présenta à cette date et sur ces entrefaites tous les deux sortirent	306
16	Il accepta de donner sa garantie	375
17	Prouvé par ceci et affirmé par une procuration	2677
18	Obtenu son droit légalement	1226
19	S'est avéré qu'il avait raison	29
20	Possède des documents officiels qu'il présenta en date	1059
21	Elle répondit par la négative	207
22	Le Juge ordonna à chacun de ne pas importuner l'autre et qu'il ne l'enferme pas	1627
23	Prise en possession légale après enquête, information et contrat légal	851
24	La liquidation du droit qu'il possédait sur lui selon la voie légale	2662

D. LES SCRIBES : LEURS NOMS ET SIGNATURES DANS LE PREMIER REGISTRE.

Il exista un grand nombre de scribes qui ont inscrit les documents dans le premier registre. Ceci ressort des calligraphies variées dans les registres, bien qu'un seul scribe Yahya Ibn ʿUmar Yūnis inscrivît la plupart des documents dans le registre comme le montre sa signature à la fin de nombreux documents. Les autres documents qui n'ont pas été écrits par lui, portent d'autres signatures qui sont celles de :

- 1 — Muḥammad ʿAwad ⁽¹⁾
- 2 — Muḥammad ʿImād al-Dīn ⁽²⁾, dont la calligraphie est soignée et lisible
- 3 — Muḥammad al-Muḥammadī ⁽³⁾, celui-ci aussi a une belle calligraphie.

En ce qui concerne la signature du scribe dans le registre, elle n'a pas une place déterminée. Quelquefois elle apparaît à la fin du document à la suite du dernier mot ⁽⁴⁾ ou sur la ligne faisant suite au document ⁽⁵⁾.

Cependant il n'était pas obligatoire que le scribe apposât sa signature à la fin de chaque document transcrit : une telle signature est absente sur certains documents ⁽⁶⁾.

Nous ne trouvons pas de sceau pour les juges et greffiers dans le premier registre, à l'exception d'un seul sceau arrondi, effacé et illisible, se trouvant au milieu du registre, à la suite du document N° 2439 et qu'on ne peut attribuer à personne.

Signature du juge dans le premier registre La signature du juge dans le premier registre avait une forme spéciale adoptée dans tout le registre, et se trouve le plus souvent à la suite de chaque document signé par le greffier. Il apparaît de la forme de la signature du juge que son prénom est Aḥmad alors que le reste du nom est illisible. Celui-ci signait soit à gauche, soit à droite, mais toujours face à la signature du greffier ⁽⁷⁾.

Ceci est clair dans tous les documents du premier registre où sa signature prend une forme particulière.

(1) Documents N°s 166, 213, 728, 746.

(5) Document N° 2626.

(2) Document N° 641.

(6) Document N° 2625. — Document N°

(3) Documents N°s 2662, 2677.

158.

(4) Documents N°s 2623, 2627, 495, 641.

(7) Document N° 2624.

La plupart du temps le juge ne signait pas les documents au fur et à mesure qu'ils étaient enregistrés, mais les groupait pour les signer tous à la fois, d'après ce que la couleur de l'encre et la nature du calame permettent de voir. Il semble que le même juge a signé tous les documents du registre.

E. NATURE DES DOCUMENTS DU PREMIER REGISTRE :

(I) *Cas Personnels* :

	<i>Nombre de Documents</i>
1 — Répudiation d'une épouse ⁽¹⁾	87
2 — Adoption d'un fils	2
3 — Mise en nourrice	5
4 — Fiançailles ⁽²⁾	3
5 — Retour légal après divorce	47
6 — Mariage	16
7 — Mariage avec intermédiaire	1
8 — Départ des époux	2
9 — Authentification de l'acte de mariage	1
10 — Dot	64
11 — Soumission	3
12 — Divorce	188
13 — Habillement	24
14 — Habitation légale de l'épouse	7
15 — Héritage	54
16 — Pension d'une épouse	123
17 — Pension des enfants	149
18 — Testament	4

(1) Le divorce se divise en deux catégories : un divorce de grand intervalle, l'autre de petit intervalle. Le divorce à petit intervalle est celui qui n'est pas total dans ce sens que l'époux ne répudie pas sa femme 3 fois, et de ce fait ils peuvent à nouveau reprendre leur vie commune après un remariage.

Tandis que dans le cas de divorce total,

celui où l'épouse a été répudiée trois fois, les époux ne peuvent se remarier à nouveau que si la femme épouse un intermédiaire qui en divorcera à son tour afin qu'elle puisse revenir à son premier époux.

Abū Zohra : *Cas personnels* (Chapitre Mariage), pp. 313, 314.

(2) Les fiançailles représentent la demande

(II) *Sécurité Publique :*

	<i>Nombre de Documents</i>
1 — Libération d'un prisonnier.	1
2 — Détournement de fonds publics	2
3 — Détournement	13
4 — Vols	5
5 — Emprisonnement	1
6 — Injures	2
7 — Plaintes et contestations	10
8 — Coups et agressions	8
9 — Garanties pour des individus devant se présenter au tribunal	20
10 — Indemnités	1
11 — Echec	1

(III) *Administrations :*

	<i>Nombre de Documents</i>
1 — Al-Azhar al-Šarīf	3
2 — <i>Al-Ḥisba</i> ⁽¹⁾	2
3 — al-Raḥaba ⁽²⁾	1
4 — Al-Ṭištihāna ⁽³⁾	3

en mariage d'une femme déterminée, s'adressant à ses parents pour se présenter et commencer l'ensemble des pourparlers portant sur les exigences des 2 parties.

Abū Zohra : référence précédente, p. 26.

⁽¹⁾ *Al-Ḥisba*, mot qui fait partie de la terminologie administrative qui veut dire la comptabilité ou la fonction de comptable. Puis le terme prit le sens de « la police ». Et finalement il fut employé pour désigner la

police des mœurs et du commerce.

⁽²⁾ al-Raḥaba : prison.

⁽³⁾ Ṭištihāna : signifie demeure du Ṭišt (bac), a été surnommée ainsi car c'est là où le Ṭišt dans lequel on se lave les mains et celui où l'on lave le linge était fabriqué. Dans la Ṭištihāna se trouvent les habits du Sultan, de même que les différents sièges du Sultan : coussins, tapis de prière, etc... Il y avait aussi un intendant des plus grands connu

(IV) *Impôts :*

	<i>Nombre de Documents</i>
Réclamation des impôts	18

(V) *Biens-fonds :*

	<i>Nombre de Documents</i>
1 — Evacuation	3
2 — Perte du droit de profit	14
3 — Construction et réparation	3
4 — Dévolution d'un bien-fonds et évaluation	5
5 — Absence de dévolution d'un bien-fonds	10

(VI) *Transactions :*

	<i>Nombre de Documents</i>
1 — <i>Location :</i>	
a) Location de bien-fonds (terre arable)	59
b) Location de biens-fonds (bâtiments et magasins)	12
c) Location de biens mobiliers	8
d) Résiliation de contrat et témoignage	16
2 — Prêt d'un bien-fonds	

sous le nom d'intendant de la Ṭiṣṭihāna. Celui-ci avait sous ses ordres plusieurs Ghoulams (jeunes-gens), certains connus sous le nom de Ṭiṣṭadziyya. Al-Qalqaṣandī, *Subḥ*

al-A'sā, tome IV, pp. 10-11. Voir Albaz al-'Arbani : « al-Ḥisba wa'l-Muḥtasibīn fī Miṣr », (Article dans la *Revue historique égyptienne*, Vol. III, N° 2), p. 157.

(suite)	Nombre de Documents
3 — <i>Reçus</i> : Déclaration de réception.	
a) Montants de dette	61
b) Loyer d'habitation	62
c) Prix des esclaves	11
d) Marchandises	16
e) Poteries	1
f) Salaires	1
g) Authentification et confirmation des documents	10
4 — <i>Ventes</i> :	
a) Vente de biens-fonds (terres arables)	30
b) Vente de biens-fonds (bâtiments)	60
c) Vente de valeurs mobilières	35
d) Vente d'esclaves	20
e) Annulation de vente ou contestation ou opposition	12
5 — Donations	12
6 — Délimitation de limites contestées	1
7 — Indemnités	2
8 — Commerce et courtage	4
9 — Fabrication de verreries	1
10 — Procurations	30
11 — <i>Dettes en argent</i> :	
a) Sommes d'argent comptant ⁽¹⁾	499

⁽¹⁾ Les sommes d'argent comprennent des pièces d'or, *Sulṭānī*, *Salīmī* et *Bunduqī*, des dinars *Muṣaḥḥaṣ*, ainsi que des dinars anciens frappés par al-Ašraf Qāitbāy et al-Ġūrī, des pièces d'argent, *niṣf* (pl. *aṣṣāf* demies), *Salī-miyya* et *Sulaymāniyya*, des dirhems troués et des *fals* (pl. *fulūs*) en cuivre. Donc ces sommes se divisent en or, argent et cuivre.

L'or : dinars *Salīmiyya Šāhī* (se référant à Salīm I^{er}) et *Sulaymāniyya* (se référant à Sulaymān ibn Salīm). Le premier dinar était

changé contre 40 demies en argent ancien. Le second était changé contre 65 demies en argent comptant que chaque demie en argent nouveau est équivalente à 2 demies et 1/4. Le dinar *Ašrafī* en or, se change contre 17 demies en argent nouveau. Au début de la période ottomane une crise monétaire eut lieu affectant l'or et l'argent. Le 17 Rağab de l'année 928 H. on déclara que le dinar *Ašrafī* en or, *Sulaymānī* était échangé contre 25 demies argent nouveau. Le dinar *Ašrafī*

(suite)	Nombre de Documents
b) Acquittement de dettes	25
c) Transfert de dettes	31

al-Salim, *Šāhī* et *Gūrī* étaient échangés contre 25 demies argent nouveau. Les *fals* nouveaux, chaque quatre valant 1 dirham. Les affaires se troublèrent en conséquence, les ventes et les achats s'arrêtèrent à cause de la suppression de l'argent ancien et du nouveau change d'un demi-dinar en argent contre 2 demies et 1/4. Le comptable Barakat ibn Mūsā rétablit le change de l'argent et l'or comme auparavant. Les *fals* furent échangés chaque 2 nouveaux contre 1 Dirham. — Ibn Iyas, *Badā'i' al-Zuhūr*, tome III, pp. 289-302.

Quant à l'or vénitien (*bunduqī*) c'était une monnaie frappée à Venise, faite en or très pur et circulant couramment en Egypte, jusqu'à l'expédition française avec une hausse de son évaluation. Le *bunduqī* et le *zir maḥbūb* étaient deux sortes de monnaies en concurrence en Egypte, bien qu'elles fussent différentes dans le poids, le titre, la valeur et le genre. Les dinars *muṣaḥḥaṣ* (frappés d'un portrait) étaient ceux dont l'une des faces portait le portrait du Ḥākim (gouverneur).

L'argent était frappé en petites pièces en cuivre et en argent, portant le nom de *Niṣf* (demie) ou *Niṣf fiḍḍa* (demie argent), connues sous le nom de *Mīdī* qui est dérivé de Mu'ayyidī (il représentait le *Niṣf dirham* frappé par Mu'ayyid Ṣayḥ). L'évaluation du *Niṣf* variait selon les années : 5 à 10 pièces équivalaient à 1 piastre entière. — Shafik Ḡorbal, « *Miṣr 'Inda Muftaraq al-Ṭuruq* », p. 12. Al Karamelli, *Al Nuqūd al-'Arabiyya*, p. 186.

Ces demies devinrent la monnaie de base en Egypte, employée pour l'achat en gros et au détail et sur laquelle tous les comptes étaient basés y compris les impôts. On supprima l'argent ancien (les demies anciennes) le 12 Raḡab de l'année 928 H. Et le *Muḥtasib* ordonna la rentrée de l'argent ancien dans le *Dār al-ḡarā'ib* (l'organisme des impôts). — *Description de l'Egypte*, tome 16, p. 294; Ibn Iyas, *Badā'i' al-Zuhūr*, tome III, p. 299.

Quant aux dirhams troués (*nuqra*), ce sont les mieux titrés. Les deux tiers sont en argent et le tiers en cuivre suivant le titrage officiel. Ils étaient frappés au *Dār al Ḍarb bi'l Sikkat al-Sulṭāniyya*. Les dirhams diminuèrent après l'année 800 H. et l'on cessa de battre cette monnaie sauf de rares cas pour son emploi dans les selles de chevaux et récipients, et elle cessa d'arriver de l'étranger. — Al-Qalqa-šandī, *Ṣubḥ al-a'šā*, tome III, pp. 462-463; 'Abd al-Laṭīf Ibrāhīm, « *Waṭīqat Waqf* », article dans la *Revue de la faculté des lettres, Université du Caire*, N° 21, tome II, Décembre 1959, p. 165.

Les *fals* représentent de petites pièces de cuivre frappées d'un poids égal. C'était la plus petite monnaie employée pour l'achat de marchandises de petite valeur ou pour les dépenses journalières du ménage. Cette monnaie fut introduite en Egypte au temps de al-Zāhir Barqūq en l'année 781 H. — *Description de l'Egypte*, tome 16, p. 265; Al-Maqrīzī, *Ṣudūr al 'Uqūd bi ḡikr al-Nuqūd*, pp. 47, 48, 49.

(suite)	<i>Nombre de Documents</i>
d) Déclaration abolissant le droit sur certaines sommes d'argent	90
e) Déclaration d'un droit légal	155
f) Perte du droit à certaines sommes	3
g) Loyer de magasins et biens-fonds	121
h) Salaire	7
i) Argent destiné à une location	3
j) Légalisation de certaines sommes	78
k) Paiement à crédit	29
l) Prix d'utilisation de biens meubles	188
m) Prix de biens-fonds	12
n) Prix d'esclaves	12
o) Impôts agricoles	17
p) Paiement de sommes dues	148
q) Garanties	56
r) Intérêts	1
s) Comptabilité écrite	4
t) Quote-part dans des sociétés	6
u) Pensions d'enfants de femmes (divorcées)	42
 12 — <i>Dettes en Nature :</i>	
a) Affranchissement de marchandises	1
b) Bien-fonds — Revendication d'une propriété	27
c) Revendication de créances	45
d) Bétail	21
e) Possession d'esclaves (blancs et noirs)	4
 13 — Hypothèques et gages	19
14 — Sociétés	33
15 — Affranchissement d'esclaves	6
16 — Conciliations	17
17 — Dépôts	52
18 — Mainmise sur des sommes d'argent de biens-fonds et valeurs immobilières	41
19 — Waqfs	31

(VII) *Emplois :*

	<i>Nombre de Documents</i>
Conciergerie dans les écoles et les marchés — Réclamation d'argent — Chefs de secte (<i>mašāyih</i> <i>ṭā'ifa</i>) — Directeur d'écoles — Planton	21

(VIII) *Divers :*

	<i>Nombre de Documents</i>
1 — Vœu	1
2 — Autorisation de loger sans payer dans une maison	1
3 — Traitement médical d'une femme	4
4 — Pesage du cuivre	1
5 — Enterrement à l'église	1
6 — Décès d'une personne	1

أولاً : نشر الوثيقة الأصل

سبجانه
 اليه
 الفقيهير
 بمصر
 المالكي
 على بن
 على غفرهما

اتصل بي ونفذته الفقير اليه
 فيض الله عفيف المولى خلفه بمحكمة الصالحية
 بمصر عز شأنه
 غفر له

ختم (١)
 عفيف
 فيض الله

ختم (١)
 عفيف
 فيض الله

- ١ — بالصالحية النجمية بمصر المحمية عمرها الله سبجانه وتعالى بذكره إلى يوم الدين لدى سيدنا ومولانا .
- ٢ — الشيخ الإمام العلامة الهمام أوحده الأفاضل العظام صدر المدرسين الفخام الحاكم الشرعي المالكي .
- ٣ — الموقع خطه الكريم أعلاه دام علاه بمحضرة كل من فخر أقرانه العلاءي على بن عبد الله .
- ٤ — تابع المرحوم الحاج ابراهيم الطحان وكمال أمثاله المعترين الحاج فيض الله الحربطلي وذخر .
- ٥ — أقرانه الحاج محمد بن المرحوم خليل بشناق والعمدة الثقة الضابط الشيخ بدر الدين حسن شيخ طائفه .

(١) الأختام بوضاوية الشكل .

- ٦ - القبانية بمصر المحمية والمحترم حسن تابع المسقط الآتي ذكره فيه واطلاعه على ما يذكر فيه دام مجدهم .
- ٧ - أشهد على نفسه فخر أقرانه الشمسى محمد جلبي ابن المرحوم الأمير حسين جوريجي طائفه .
- ٨ - عربان الحريرى ناظر الكسوة الشريفة كان شهوده الاشهاد الشرعى وهو بأكمل الأوصاف المعتبرة .
- ٩ - شرعا أنه أسقط حقه لفخر الأماجد العظام وعمدة ذوى المحامد الفخام الحاج اسماعيل .
- ١٠ - البرلى ابن المرحوم حسين من أعيان التجار بوكالة الخيش بخط خان الخليلي بمصر المحروسة هو حالا .
- ١١ - من جميع الحصص التي قدرها الربع ستة قرارات من أصل أربعة وعشرين قيراطاً .
- ١٢ - على الشيوع في كامل جدك المصبغتين المعروفتين بالسلطان الكائنتين بمصر المحروسة .
- ١٣ - المعدة أحدهما لصبغ الحرير الأحمر بخط البندقيين بجوار خان الحمزاوى الكبير والثانية معدة لصبغ الملونات من الحرير وغيره الكائنة بخط بين الصورين المعلوم ذلك عندهما شرعاً والجارى
- ١٤ - الحصص المسقطه المذكورة من جدك المصبغتين المذكورتين في ملك وتصرف الشمس محمد جلبي
- ١٥ - المسقط المذكور أعلاه ويده وحوزه واختصاصه الشرعى بمفرده إلى تاريخه يشهد له بصحة
- ١٦ - ملكه لذلك حجة التصديق والابرى الشرعية المكتبة نسختان من القسمة العسكرية بمصر المؤرخة
- ١٧ - في غرة ربيع أول سنة (ثمان وسبعين ومايه وألف) هـ وللشمس محمد المسقط المذكور ولاية إسقاط ذلك
- ١٨ - بدلا له ما شرح أعلاه بالطريق الشرعى وبالتصادق على ذلك إسقاطاً صحيحاً شرعياً عن طيب
- ١٩ - قلب وانشرح صدر لما علم المسقط المذكور لنفسه في ذلك من الحظ والمصلحة باعترافه بذلك
- ٢٠ - الاعتراف الشرعى وصدقه على ذلك الحاج اسماعيل البرلى المسقط له المذكور وقبل

- ٢٢ - ذلك منه لنفسه تصديقاً وقبولاً شرعيين في ذلك في نظير ما قبضه الشمس محمد جلبي
المسقط المذكور
- ٢٣ - من الحاج اسماعيل البرلى المسقط له المرقوم عن ذلك وقدره من الريالات الحجر
الأبي طاقة مائة
- ٢٤ - ريال واحدة وتسعة عشر ريالاً حجراً بطاقة القبض الشرعى على الوجه الشرعى
بتمام ذلك وكمال بحضرة
- ٢٥ - شهوده والجماعة المعين أسماؤهم بأعاليه واعترف المسقط له المذكور بتسلم ذلك
وحيازته لنفسه
- ٢٦ - التسلم والحيازة الشرعيين بعد النظر والمعرفة والاحاطه بذلك علماً ونخبة نافين
للجهالة شرعاً
- ٢٧ - وبمقتضى ذلك وربما شرح أعلاه صار الأمثل الحاج إسماعيل بن المرحوم حسين البرلى
المسقط له المذكور أعلاه يستحق الحصة التى قدرها الربع ستة قراريط المسقط
المذكوره من جدك
- ٢٩ - المصبغتين المذكورتين يتصرف فى ذلك بنفسه بساير وجوه التصرفات الشرعية نظير
مبلغ الإسقاط
- ٣٠ - المعين أعلاه دون الشمسى محمد جلبي المسقط المذكور ودون كل أحد الصيرورة
والاستحقاق
- ٣١ - والتصرف الشرعيات بالطريق الشرعى للمقتضى المشروح وتصادقاً على ذلك كله
تصادقاً شرعياً
- ٣٢ - وثبت الاشهاد بذلك لدى مولانا الحاكم الشرعى المالكى المومى إليه أعلاه
- ٣٣ - بشهادة شهوده ثبوتاً شرعياً وحكم بموجب ذلك وبصحته ولزومه حكماً صحيحاً
شرعياً تاماً معتبراً
- ٣٤ - محرراً مرعياً أوقعه بطريقه الشرعى مسئولاً فى ذلك متصلاً حكمه ومنفذاً بالشرع
الشريف من قبل سيدنا
- ٣٥ - ومولانا فخر علماء الاسلام جمال بلغا الانام الحاكم الشرعى الحنفى الموقع خطه
الكريم أعلاه اتصالاً
- ٣٦ - وتنفيذاً شرعيين وأشهد على نفسه كل منهما بذلك وبه شهد وحرر فى سادس جمادى
الأولى سنة ثمانين

٣٧ - ومائة وألف من هجرة من له مزيد العز وكمال الشرف سيدنا محمد صلى الله عليه وسلم^(١)

(توقيع) (توقيع) (توقيع) (توقيع)

... ..

(الوثيقة السابقة كما وردت في السجل رقم ٥٢٦ صالحة نجمية ص ٣٠٧ تحت رقم ٥٢٧).

صورة موجزة للوثيقة الأصل

« لدى المالكى واتصال الحنفى »

- ١ - بحضرة كل من فخر أقرانه العلالى على ابن عبد الله تابع المرحوم الحاج ابراهيم الطحان وكمال أمثاله المعتبرين الحاج فيض الله الخربطلى وذخر أقرانه
- ٢ - الحاج محمد ابن المرحوم خليل بشناق والعمدة الضابط الشيخ بدر الدين حسن شيخ طايفة القبانية بمصر المحمية والمحترم حسن تابع المسقط الآتى
- ٣ - ذكره فيه دام مجدهم أشهد على نفسه فخر أقرانه الشمسى محمد جلبي ابن المرحوم الأمير حسين جوريجي طايفة عزبان الحريرى ناظر الكسوة الشريفة
- ٤ - كان شهوده الإشهاد الشرعى وبأكمل الأوصاف المعتبرة شرعاً أنه أسقط حقه لفخر الأماجد العظام عمدة ذوى المحامد الفخام الحاج إسماعيل
- ٥ - البرلى بن المرحوم حسين من أعيان التجار بوكالة الخيش بخط خان الخليلي بمصر المحروسة هو حالا من جميع الحصص التى قدرها الربع ستة
- ٦ - قرارات من أصل أربعة وعشرين قيراطاً على الشيوع فى كامل جدك المصبغتين المعروفتين بالسلطان الكائنتين بمصر المحروسة المعدة
- ٧ - أحدهما لصبغ الحرير الأحمر بخط البندقيين بجوار خان الحمزاوى الكبير والثانية معدة لصبغ الملونات من الحرير وغيره الكائنة بخط

- (١) ورد على الهامش الأيمن للوثيقة بين السطر
- ٢ - ومشروح بحجة اسقاط شرعية مزيلة
- ٣ - بتقابل شرعى مسطرة من هذه المحكمة
- ٤ - مؤرخة فى سادس عشرين ربيع آخر
- ٥ - سنة أحد وثمانين ومائة وألف
- ٢٩ - ٣٢ النص التالى بالوضع الذى هو عليه (أنظر
- اللوحة رقم ٣٨) والنص كما يلى :
- ١ - وصار المعول على ما هو معين

- ٨ — بين الصورين المعلوم ذلك عندهما شرعاً والجاري الحصة المسقط المذكورة من جدك المصبغتين في ملك وتصرف الشمسى .
- ٩ — محمد جلبي المسقط المذكور أعلاه ويده وحوزه واختصاصه الشرعى بمفرده إلى تاريخه يشهد له بصحة ملكه لذلك حجة التصديق والابرا الشرعية
- ١٠ — المكتبة نسختان من القسمة العسكرية بمصر المؤرخة في غرة ربيع أول سنة ١١٧٨ هـ وللشمسى محمد المسقط المذكور
- ١١ — ولاية إسقاط ذلك بالطريق الشرعى وبالتصادق على ذلك إسقاطاً صحيحاً شرعياً عن طيب قلب وانشرح صدر لما علم المسقط المذكور لنفسه في ذلك
- ١٢ — من الحظ والمصلحة باعتباره بذلك الاعتراف الشرعى وصدقه على ذلك الحاج إسماعيل البرلى المسقط له المذكور وقبل ذلك منه لنفسه
- ١٣ — تصديقاً وقبولاً شرعيين وذلك في نظير ما قبضه الشمس محمد جلبي المسقط المذكور من الحاج إسماعيل البرلى المسقط له المرقوم عن
- ١٤ — ذلك وقدره من الريالات الحبر الابى طاقه مائة ريال واحدة وتسعة عشر ريالاً حجراً بطاقة القبض الشرعى على الوجه الشرعى بتمام
- ١٥ — ذلك وكما له بحضرة شهوده والجماعة المعين أسماؤهم بأعاليه واعترف المسقط له المذكور بتسلم ذلك وحيازته لنفسه التسلم والحيازة الشرعيين
- ١٦ — بعد النظر والمعرفة والاحاطة بذلك علماً وخبرة نافرين للجهالة شرعاً وبمقتضى ذلك وبما شرح أعلاه صار الحاج إسماعيل البرلى
- ١٧ — المسقط له المذكور أعلاه يستحق الحصة التى قدرها الربع ستة قراريط المسقط المذكورة من جدك المصبغتين المذكورتين يتصرف
- ١٨ — فى ذلك لنفسه بساير وجوه التصرفات الشرعية نظير مبلغ الاسقاط المعين أعلاه دون الشمسى محمد جلبي المسقط المذكور ودون كل أحد الصيروره
- ١٩ — والاستحقاق والتصرف الشرعيات بالطريق الشرعى للمقتضى المشروح وتصادقاً على ذلك كله وثبت وحكم وبه شهد وحرر فى سادس جماد أول سنة ثمانين ومائة وألف .

توقيع (الشيخ أحمد الطولونى) توقيع (الشيخ محمد السيوفى)

ثانياً : نشر نماذج لأنواع مختلفة من وثائق السجل الأول

— ٤ (١) —

نفقة يهودية

- ١ — حصل التوافق والتراضي بين ظريفه بنت موسى بن سليمان اليهودية الربانية مخلفه يهودا بن سليمان بن نجيب اليهودي الربان عرفت ببنت كرات (للها لك) قبل تاريخه (وسارة)
- ٢ — شقيقة يهودا المذكور على أن قمر بنت يهودا المذكور التي رزقها من حرمة المذكورة المقدر عمرها بأربع سنوات تكون مقيمة عند والدتها ظريفه المذكورة في كل جمعة .
- ٣ — خمسة أيام بلياليها وعند عمها سارة المذكورة يومان بلياليها وأن اليومين الذين يكون عند سارة المذكورة يكون (تبرعه) بالانفاق على قمر المذكورة (من غير رجوع) من مالها ولا (...)
- ٤ — نفقتها (...) ولا شيء فيه وأن على كل منهما النظر في مصالح البنت وخدمتها في الأيام التي تكون عندها فيها حيث توافقا وتراضيا على ذلك وباحكام المسلمين في ذلك .
- ٥ — وشمل ذلك الثبوت في تاريخه ——— « توقيع »

* * *

— ٢٩ — (لوحة رقم ٢٤/١) (Pl. XXIII, A)

إدعاء بسرقة وإنكار

- ١ — ادعى الحاج بدر الدين بن غرس الدين بن محمد عرف بابن الهوش على أحمد بن علي بن عبد الله الصعيدي من المنشية بأنه دخل إلى حمام الصوف وكان معه (١) هذا هورقم الوثيقة بالسجل .

- ٢ — عشرة دنانير ذهب سليمان خمسة وغوري ثلاثة وساطاني اثنين ووضعها تحت (. . .)
 وانه لما خرج من الحمام لم يجدها وأنكر المدعى عليه أخذ ذلك .
 ٣ — وحلف على ذلك اليمين الشرعي الجامعة لمعاني الحلف شرعاً وذكر أن ليس له شغل
 عند المعلم أحمد بن عمر بن عبد الله معلم الحمام المذكور إلا أن تبين أنه
 ٤ — على حق .

* * *

— ٣٤ —

توكيل في بيع

- ١ — ثبت لدى سيدنا الحاكم المالكي بشهادة الحاج محمد بن يوسف بن عبد النبي المغربي
 الطرابلسي عرف بأبو رجب والحاج منصور بن محمد بن منصور المغربي الطرابلسي
 ٢ — عرف بأن دباغ بمعرفة المرحوم سالم بن محمد المغربي المعروف بدودار أنه أشهدهما
 على نفسه بمكة المشرفة وأنه قال في شهر رمضان سنة ثلاث وثلاثين وتسعمائة
 أن الحاج محمد بن محمد
 ٣ — عرف بدلاج وصي وثبت أيضاً عنده بشهادتهما أن الحاج محمد بن الدلاج وكل
 الحاج موسى بن علي بن موسى المغربي الطرابلسي عرف
 ٤ — بنبيقا في بيع ماله ولاية بيعه بالطريق الشرعي مما هو موجود ببيت له (. . .) بناحية
 رشيد مما يخصه وله بيعه من جاريه وأسباب وفي إبقاء اليتيم عنده
 ٥ — إلى حضور الموكل المذكور من مكة المشرفة ثبوتاً شرعياً وأشهد على نفسه في ذلك
 في تاريخه .

* * *

— ٦٨ — (لوحة رقم ٢٤ / ب) (Pl. XXIII, B)

ميراث

- ١ — ادعت رجبية بنت حسن بن علي عرف أبوها بالزهّار علي الزيني بركات بن علي
 ابن ناصر الدين عرف بابن طلحة بأن زوجها ناصر الدين عم المدعى عليه توفي إلى
 رحمة الله تعالى وانحصر إرثه الشرعي

- ٢ — فيها وفي زوجة أخرى تدعى سكر وفي المدعى عليه وثلاث موصى به وأنها تستحق في ذمة المتوفى ستون نصف فضة جديدة حال صداقها وألفى درهم متجمد وتطالبه بذلك وبحصتها بحق نصف الثمن
- ٣ — من الخلف عنه وهو تسعة وتسعين دينار ذهب سلطاني ومائتي وخمسين نصف فضة وبحصتها من الأطنان المتخلفة عنه من (إرث) وغيره وتطالبه بذلك وسئل سؤاله عن ذلك فسئل فأجاب
- ٤ — بأنها مطلقة من الميت قبل وفاته .

* * *

— ٦٩ —

إيجار حلة

- ١ — استأجر على بن منصور بن الحاج حسن عرف بالغزالي من المعلم يحيى بن عبد الرحمن ابن محمد عرف بالمبيض جميع حله نحاس مساري زنتها لينتفع بها في غلى
- ٢ — اللبن الانتفاع الشرعى أسوة أمثاله في ذلك لمدة ستة أشهر من تاريخه بأجره مبلغها عن كل شهر من الفضة الجديدة . . . كل شهر في سابعه واعترف بتسلم ذلك التسلم الشرعى . (عشرين نصف)
- ٣ — على الوجه الشرعى وحضر كل من المعلم على بن عبد القادر بن عيسى عرف بالغمراوي وأحمد بن عبد الباسط ابن الفقيه على عرف بالقباني وضمن المستأجر المذكور
- ٤ — في الأجرة المذكورة وفي العين المؤجرة بضمان الذمة والمال الضمان الشرعى بالاذن الشرعى المقبول .

* * *

— ٨٣ — (لوحة رقم ٢٤/ج) (Pl. XXIII, C)

بيع

- ١ — اشترى عبد الله أحمد بن على بن أحمد المغربي المكناسي عرف بأن عزم لنفسه من عبد الله بن موسى بن سعيد المغربي المكناسي عرف بالمهاجر جميع الحصة التي قدرها عشرة أسهم .

- ٢ - ونصف سهم من جميع الدار الكاينة بمدينة مكناسة بالمغرب المشتمة على (بيتين) واستقلابية وفسحه بها بير ماء معين المحصورة بحدود أربعة القبلى إلى بيت سدراية والبحرى إلى بيت
- ٣ - على بن يزيد والشرقى إلى بيت محمد بن يزيد وأبى يحيى والغربى إلى الشارع وفيه الباب يحد ذلك كله وحدوده وحقوقه الجارية الحصة المبيعة فى ملك البايع المذكور .
- ٤ - انتقلت إليه بالإرث الشرعى من قبل والده موسى المذكور بمقتضى وفاته إلى رحمة الله تعالى وانحصار إرثه الشرعى فى زوجته سلطانية المغربية وفى ابنه
- ٥ - أم العز وآمنه وكان من جملة الخلف جميع الدار المذكورة أعلاه فكانت حصة البايع المذكور فيها الحصة المبيعة أعلاه على الحكم المذكور
- ٦ - اشترا شرعياً بثمن جملة من الذهب المغربى ضرب فاس عشرين دينار ثمناً حالاً مقبوضاً بيد البايع المذكور القبض الشرعى ولم يتأخر له من ذلك شىء قل ولا جل
- ٧ - وخلا البايع المذكور بين المشتري المذكور من الحصة المبيعة أعلاه ليتسلمها وأذن له فى ذلك التخلّى والأذن الشرعى وذلك بعد النظر والمعرفة والمعاقدة الشرعية
- ٨ - وشمل ذلك الثبوت وذلك بحضور محمد بن محمد بن محمد المغربى المكناسى عرف بأن ريان

* * *

- ١٠٢ -

زواج

- ١ - الزوج محمد بن محمد بن حسن عرف بالمنوفى الزوجة ست العيش بنت على بن محمد عرفت بالحلبية الصداق فضة جديدة حال مقبوض بيدها زوجها به بذلك .
(خمسین)
- ٢ - أخيها لأبيها عبد القادر وقبله الزوج المذكور قبولا شرعياً وقدر لها عن الكسوة عشرة (....) تقريراً شرعياً ورضيت (....) منه بذلك وأن لا تطالبه .
- ٣ - بالكسوة (....) النفقة أولاً شهراً بشهر يحضره كل (....) وصدر بينهما إقرار بعدم استحقاق
- ٤ - ما عدى الكسوة وشمل ذلك الثبوت والحكم

* * *

— ١١٧ — (لوحة رقم ١٢٥) (Pl. XXIV, A)

بيــــــــــــــــع

- ١ — اشترى المعلم رمضان بن عيسى بن أحمد عرف بالطويل من المعلم داود بن موسى بن سليمان اليهودى الريان عرف بجريا من يهودا بن يعقوب بن هارون اليهودى الريان عرف بالمغربى .
- ٢ — جميع الحصة التى قدرها النصف من جميع النبا على الأرض المحتلة بحارة زويلة بخط القرابين بزقاق يعرف بزقاق المنشر بثمان جملته من الفضة الجديدة ثمنًا حالا مقبوضا (ألف وخمسمائة)

بيده منها

- ٣ — القبض الشرعى بالتام والكمال ولم يتأخر له قبلهما من ذلك شىء قل ولا جل واعترفا بتسلم ذلك التسلم الشرعى على الوجه الشرعى بعد النظر والمعرفة والمعاقدة الشرعية .
- ٤ — وشمل ذلك الثبوت والحكم فى تاريخه .

* * *

— ١٣٠ —

إفراج عن غريم

- ١ — أشهد عليه شمس الدين محمد بن شهاب الدين أحمد بن غرس الدين خليل الشهير بالمجولى شهوده الاشهاد الشرعى أنه أفرج عن غريمه نجما بن علم بن وفا عرف بالعقاد الافراج الشرعى لعلمه بأنه — رجل —
- ٢ — فقير لا مال له وصدقه على ذلك (.....) به ملحق وانه نقر فقير .

* * *

— ١٤٧ —

إيجار

- ١ — استأجر الحاج عثمان بن عيسى بن حسن شيخ الطور عرف بالسليمانى من محمد أبى السعادات بن عبيد بن عبد القاهر عرف والده بالحلوانى .
- ٢ — جميع نصف حصة من حصة من سبع حصص بناحية الاحراز بالشرقية الجارية فى وقف جده لأبيه ناصر الدين محمد بن برهان . . وتحت نظره لمدة
- ٣ — ثلاث سنوات أولها سنة خمس وثلاثين وتسعماية إلى حين تاريخ مبلغها عن كل سنة من الفضة الجديدة على ثلاثة أقساط قسط فى غرتها وقسط فى وسطها .
- ٤ — قسط فى آخرها و(. . . .) بتسلم ذلك وشمل ذلك الثبوت والحكم فى تاريخه .

* * *

— ١٥٧ —

دين

فى يوم الجمعة المبارك ثانى عشر صفر الخير سنة أربع وثلاثين وتسعماية

١٥٧

- ١ — ادعى على بن ابراهيم بن عمر عرف بالرقيق على عبيد بن أحمد بن على عرف بالصعيدى بفضة جديدة قرض شرعى ومائة فوطه حمائى قيمة ذلك وشونة
(ثلاثين)
وقيد قش قيمتها فضة جديدة
(مائة نصف)
وحاصل تبين

- ٢ — قيمة ذلك فضة وفقس زوجين حمام قيمته ويطالبه بذلك وسئل سؤاله عن ذلك فسيل
(ثلثاية نصف) (مايه)
فأجاب بالاعتراف في القرض الشرعى وثلاثة وثلاثين فوطه وأنكر الباقي فقبل
المدعى (ذلك) ببينة تعادلها .
٣ — والتمس يمينه .

* * *

— ١٥٨ — (لوحة رقم ٢٥ / ب) (Pl. XXIV, B)

إدعاء بأجرة سكن

- ١ — ادعى عبد القادر بن على بن محمد العتابي الجاني بوقف الاشرفيه على الحرمة مهجه
المرأة ابنة أحمد بن عبد الرحمن عرف والدها (.....)
٢ — باحد وتسعين نصف فضة سكنها بالمكان الكاين بخط باب الزهومة الجارى في وقف الاشرفية
إلى شهر المحرم سند تاريخه ويطالبها بذلك فأجابت بالاعتراف وخرجت في رضاه .

* * *

— ١٦٦ — (لوحة رقم ٢٥ / ج) (Pl. XXIV, C)

تبرع

- ١ — الحمد لله وحده
٢ — أقر البدرى بدر الدين بن المرحوم سالم بن عرف بابن العنبرى إقراراً شرعياً في صحته
وسلامته وطواعيته واختياره أنه تبرع لاخته لابييه المصونة خديجه المرأة بما عليه
من النضة السلمانية التبرع الشرعى بالقبض الشرعى .
(ماية نصف)
٣ — ولم يتأخر لها قبله عن ذلك مطالبه ولا شىء قل ولا جل وأقر بدر الدين وهو فريق
وخديجه ووالدتها الحرمة حليمه المرأة بذت الشيخ على بن الحاج محمد عرف والدها
بأبى زرجينه وهما فريق ان كل فريق منهما لا يستحق .

- ٤ - على الآخر وزراء الفريق الثاني في اقراره أنه لا يستحق على المرحوم سالم المشار إليه من تركته حقاً مطلقاً مع متوسع ألفاظ التبرع سوى ما يخص خديجه وبدر الدين وحليمه وأخى بدر الدين وخديجه محمد الغايب عن ذلك الاشهاد .
- ٥ - مما هو مخلف عن والدهم من عقار بالفريضة الشرعية وسوى ما يخصهم من ربع الوقف المخلف عن والدهم على ما يشهد به كتاب الوقف في تاريخه وأبرا من المجهول سوى ما عين وشمل ذلك .
- ٦ - الثبوت والحكم بموجب ذلك وذلك بحضور زوج خديجه هوزين الدين سعودى بن فياض المالكي وتصديقه على ذلك وحسبنا الله ونعم الوكيل

* * *

- ١٦٧ -

طـلاق

- ١ - الحمد لله وحده
- ٢ - سألت زينب المرأة بنت محمود بن أبى بكر عرف والدها بالشريف محمود زوجها على محمد بن حسن القصاب عرف بالبلقيني أن يطلقها من عصمته وعقد نكاحه طلقه واحده أولى على باقى حال صداقها عليه وهو من الفضة السلمانية .
(.....)
- ٣ - وكامل متجمد الشاهد به كتاب الزوجية وعلى ما سيجب لها عليه بعد الطلقة من كسوة فراش غطا بغطا ونفقة عدة إلى حين انقضائها شرعاً ما لم يحجر عليها وما لم تكن حاملاً فأجاب سؤالها لذلك وطلقها الطلقه (المستوله)
- ٤ - على العوض المذكور بعد اعترافها بالدخول والاصابة وصدر بينها إقرار بعدم استحقاق شامل عام مطلق سوى علقه السؤال والجواب بغير زايد على ذلك وبه شهد شمول بالتوكيل .

* * *

- ١٦٨ -

طلاق ثان

- ١ - الحمد لله وحده
- ٢ - سألت الحرمة غزال بنت عبد الله عتاقه آمنه بنت يحيى بن الوزير زوجها (....) عتيق سيد أحمد الخواجا الأزهرى أن يطلقها من عصمته وعقد نكاحه طلقه شرعيه مسبوق بطلقه واحده أولى
- ٣ - على باق حال صداقها عليه وهو من الفضة السلمانية وكامل متجمد الشاهد به كتاب الزوجية . (.....)
- وعلى ما سيحب لها عليه بعد الخلع وكسوه فراش غطا بغطا ونفقه عدة إلى يوم انقضاءها شرعاً ولو كانت حاملاً سألت يحيى عدتها.
- ٤ - فأجاب سؤالها لذلك وطلقها على ذلك بعد اعترافها بالدخول والاصابه وقرر لها وصدر بينهما إقرار بعدم الاستحقاق في الحال سوى علقه السؤال والجواب وبه شهد

* * *

- ١٩١ -

إعارة

- ١ - أشهد عليه محمود بن قانصوه بن عبد الله السيفي شبك الحريري شهوده الأشهاد الشرعي أنه تسلم من زوجته خديجه المرأة ابنة السيفي تقطباى بمصر فردين (....) عرق فضة على أكماله.
- ٢ - وسائط كريميه داير ذهب التسلم الشرعي في سنة تاريخه على سبيل العارية المضمونة ليشهد ذلك على دين عليه وعلى احضارها لها بالطريق الشرعي وصدقه على ذلك خالها محمد بن يحيى الطلاوى عرف بالوكيل .
- ٣ - محمد عوض / ثم ادعى عليه محمد المذكور فيه على محمود المشار إليه أعلاه بطريق التوكيل عن خديجه واعترف بذلك وخرج عن رضاه لها على ذلك واجاز اعتقاله .

* * *

- ٢٠٧ - (لوحة رقم ١/٢٦)

ضرب وتعدى

- ١ - ادعى على بن أبي النجا بن عمر عرف بالبساط بالكسوة الشريفة على زوجته ست العيش بنت حسن بن يوسف عرف أبوها بصبي الطبقه أنها تعدت عليه وضربته وتنتفت شعر لحيته
- ٢ - فسيلت عن ذلك فأجابت بالانكار .

* * *

- ٢١٣ -

إقرار بدين وشراء مكان

- ١ - أقر الشمس محمد أحمد بن الشمسي محمد عرف بالحفار أن في ذمته بحق شرعى للشمس محمد بن أبي بكر بن حسن عرف بالمجاهدى من الفضة الجديدة حال قرض (ثلثماية)
- شرعى وصدر بينهما إقرار بعدم استحقاق سوى المبلغ .
- ٢ - المقربه فيه وشمل ذلك الثبوت والحكم ثم اشترى جمال بن يوسف بن عبيد بن محمد عرف بوالده من الشمسي محمد بن أحمد بن محمد عرف بابن الحفار جميع المكان الكاين بدرب الحجر بجوار مدرسة نقيب الجيش المشتمل
- ٣ - على رواق واسطبل وطبقه وما (لذلك) من المنافع والمرافق والحقوق المتعلقة (بذلك) شرعاً اشترى شرعياً بثمن جملته من الفضة الجديدة مائة مقبوضة بيده (خمسماية)
- واعترف المشتري بتسلم ذلك التسلم الشرعى بعد النضر .
- ٤ - والمعرفة والمعاقدة الشرعية وشمل ذلك الحكم .

* * *

— ٢٢٨ —

بيــــــــــــــــع

- ١ — اشترى الحاج منصور بن حسن بن عمر عرف بوالده لنفسه من زوجته عز (ووالدتها) بنت عبد الله بن محمد بن سلامة ووالدتها منكلدى عتاقه عبد الله المذكور جميع النبا القايم على الأرض المحتكره.
- ٢ — الكاين بخط سويقه صفيه الموصوف الحدود بالمكتوب اشترى شرعياً بثمن جملته من الفضة الجديدة الحال من ذلك مقبوض بالسويه بينهما (.....) (ثلثايه)
- تعويض ذهب وباق ذلك مايتا نصف .

- ٣ — انظراه — به فى كل شهر تمضى من تاريخه عشرة أنصاف الانظار الشرعى وشمل ذلك الثبوت والحكم فى تاريخه .

* * *

— ٢٢١ —

تبــــــــــــــــيد

- ١ — اشهد عليه فخر الدين بن الحاج عبيد بن الحاج على عرف بالحولى الاشهاد الشرعى بأنه تسلم من عبد القادر بن رجب بن عبد القادر عرف بالصارمى السكندرى جميع شايه مفتوح موصلى ليحوكها له .
- ٢ — وانها ضاعت منه وأن قيمتها وتوافقا على أنه وجدها من تاريخه وإلى سلخ شهر من شهر (.....)
- سنة تاريخه أخذها صاحبها والا قام له بقيمتها المذكورة حسبما تصادقا على ذلك .

- ٣ — وحضر محمد ولد فخر الدين المذكور ضمن أباه في ذلك الضمان الشرعى بالاذن الشرعى (. . .)
 ووكل عبد القادر المذكور منصور بن يوسف بن أحمد عرف بالوفاء في ذلك الوكالة الشرعية .
 ٤ — وشمل ذلك الثبوت والحكم .

* * *

— ٢٩٥ — ^(١) (لوحة رقم ٢٦ / ب)

إيجار فاخوره

- ١ — استأجر محمد بن أحمد بن محمد عرف بالفرنوجي .
 ٢ — الفاخراني وعلى بن محمد بن عبد الغنى .
 ٣ — عرف بالعجيمي من سيدنا الشيخ شمس الدين .
 ٤ — الدميري جميع الفاخوره وما بها .
 ٥ — من المنافع والمرافق لمدة خمس سنوات .
 ٦ — كوامل من سنة تاريخه كل شهر ثلاثة عشر نصف
 ٧ — فضه بجديده (. . .) وهما
 ٨ — من ذلك في الذمة والمال
 ٩ — وتسلم (. . .) التسلم الشرعى في تاريخه

* * *

— ٣٠٦ —

إعارة منديل

- ١ — تتمه يوم الجمعة سادس عشرين صفر الخير سنة أربع وثلاثين .
 ٢ — ادعت تنور المرأة ابنة على بن عبد الله عرف والدها بالمغيرمي على الشمسي محمد بن
 الشيخ شمس الدين محمد بن الشيخ شهاب الدين أحمد الغندلي بأنه إن كان له عليها
 حق يدعيه ولا يناديه

(١) كتبت هذه الوثيقة بطريقة مائلة بهامش السجل ص ٥٦ ، أنظر اللوحة رقم ٢٦ ب .

- ٣ — وسئل سؤاله عن ذلك فأجاب بأنه له عندها نصف منديل فضة وخالص .. على سبيل العارية ويطالبها بذلك فأجابت بالإنكار وذكر أن له بينه .
٤ — يحضرها في غد تاريخه وخرجنا على ذلك .

* * *

— ٣٣٠ — (لوحة رقم ١٢٧) (Pl. XXV, A)

دين

- ١ — ادعى حسن بن صالح بن أحمد شيخ البلد على محمد بن أصيل بن محمد المعروف بابن الفقيه بأربعمائة نصف فضة جديدة
٢ — ثمن قماش بمسند شرعى كل يوم نصف فضة من شهر المحرم سنة ثلاث وثلاثين ويطالبه بذلك فسأل عن ذلك فأجاب بالاعتراف ثم اعترف
٣ — بها دين في ذمته على حكم ما يشهد به التقسيط الأول قيامه محمد أصيل بن محمد عرف بابن الفقيه الزيات في الذمة على حكم التقسيط .

* * *

— ٣٤٣ —

توكيل في المطالبة بدين

- ١ — الحمد لله وكل الصدر الاجل سراج الدين عمر بن موسى ابن محمد التاجر الحلبي الفار عرف بابن هاشم شهاب الدين أحمد بن أبو الفتوح التاجر بسوق الحملون .
٢ — في المطالبة بحقوقه كلها وديونه بأسرها قبل من كانت وحيث تكون فمن ذلك ما هو على شمس الدين محمد بن ناصر الدين محمد بن شمس الدين محمد الصواف .
٣ — عرف بأن نصر وهو من الفضة الجديدة السلجانية ثلاثة آلاف نصف وسمائة نصف وما هو على حسن الانباني عرف بالاوصيرى تسعماية نصف وستون نصف .

- ٤ - كبيرة سليمانة وفي الدعوى بذلك في مجالس السادة القضاة والحكام التوكيل الشرعى العام المطلق خلا المصالحة والابراء في قبض ذلك .
 ٥ - وقبل ذلك منه القبول الشرعى وشمل ذلك الثبوت والحكم .
 ٦ - شهد بذلك .
 ٧ - احمد (.....) .

* * *

- ٣٥٦ -

زواج نصارى

- ١ - الزوج جرجس بن اسحاق بن سمعان النصرانى اليعقوبى الصايغ الزوجة مريم البكر القاصر بنت ميخائيل بن عبيد بن ابراهيم النصرانى اليعقوبى عرف
 ٢ - بالسنداوى الصداق فضة جديدة حال اليوم بيد والدها والباقي على حله زوجها (تسماية نصف) (خسماية نصف)
 بذلك والدها المذكور فيه بولايه عليها شرعاً وعلى الزوج لنفسه ثم قدرها عن الكسوه
 ٣ - فى كل شهر فضة (....) ثم التزم والدها أنه متى ماتت وطالبت الزوج بالحلله قبل وقوع الطلاق .
 ()
 كان عليه القيام له به وبأخذه منه بعد الطلاق .
 ٤ - (.....) لها شرعاً قبولاً وشمل ذلك الثبوت والحاكم فى تاريخه .

* * *

- ٣٧١ -

رجعة شرعية

- ١ - فى يوم الجمعة المبارك خامس ربيع الأول سنة أربع وثلاثين وتسمايه

٣٧١

٢ - أشهد عليه أحمد بن علي بن أحمد عرف بابن النجار أنه راجع زوجته الشعبانية بنت عبد القادر بن محمد عرف أبوها بابن الاكوارى مراجعة شرعية من الطلقة الأولى التي صدرت منه فيها في خامس عشر.

٣ - صفر سنة تاريخه حين قال لها أنت طالق في غير عوض وتصادق على أنها... تستحق عليه قرض فضة جديدة أنظرته بها كل شهر يمضى من تاريخه انظاراً شرعياً مقبولا (ثلثاية)

ورضيت .

٤ - أن لا تطالبه بباقي حال صداقها عليه من ذلك وكسوتها إلا شهراً بشهراً وأن تأكل معه (.....)

من غير تقدير فرض بنقد من النقود ولا بفلوس برضى شرعى وذلك بحضور أخيها محمد الجراحي

* * *

- ٣٧٥ -

ضمان إحضار

١ - ادعى قاسم بن محمد بن عبد الله الكلى الوكيل عن سعد باى بنت محمود بن عبد الله المعروفة قديماً بزواج اصطمروالان بمزاةة على يوسف بن الناصرى محمد بن ابراهيم .

٢ - عرف والده بالجوهري بأنه ضمن للموكلة المذكورة أباه ضمان احضار وجه وبدون هو وشخص يسمى مصطفى بن ابراهيم بن خليل الرمومى الاسطانبولى متى التمت

٣ - احضاره منهما في ليل أو نهار صباحاً أو مساء كان عليهما احضاره وإن تعذر احضاره كان عليهما القيام بما يثبت على والد المدعى عليه للموكلة المذكورة بالطريق .

٤ - الشرعى وأنه تأخرت للموكلة من الفضة السليمية ويطالبه الوكيل المذكور باحضار (.....)

والد المذكور لموكلته المذكورة وسئل سؤاله عن ذلك فأجاب .

٥ - بالاعتراف في الضمان .

* * *

— ٤٠٠ —

إدعاء بثمن حلة نحاس

١ — ادعى يحيى بن عبد الرحمن بن محمد عرف باسمه على محمد بن علي بن علي عرف بابن قميلة بخمس مائة نصف وثلاثين نصف ثم حلة نحاس ابتاعها وتسلمها من شريكه محمد بن عزيزه .

٢ — ويطالبه بذلك وسأل سؤاله عن ذلك فسئل فأجاب بأنه أوصله من الفضة الجديدة (تسعيائة نصف)

فاعترف بثلاثمائة وخمسين وذكر المدعى عليه أن له تحت يد المدعى حلة نحاس .

٣ — (...) الاجره (...) اعترف يحيى أنه وصل له منه دينار ذهب بندق (...) مائة وثلاثين نصف ثمن صندوق خشب وصندوقان وهاون وإبريق أصفر وثمانية مصبه صفرة .

٤ — وطاسه صفرة وتأخر له من ثمن ذلك عشرين نصفًا جامع ثمن الوزن المذكور .

* * *

— ٤٠٤ —

خطبة ابنة

١ — اشهد عليه الحاج الاجل جمال الدين يوسف . ابن أبي الخير بن الناصر جمال الدين يوسف البرلسي الشهير بابن الجاموسي شهوده الاشهاد الشرعي أنه أجاب .

٢ — شهاب الدين أحمد بن صواف بن الحاج أحمد يونس عرف بابن البدوي لخطبة ابنته مديحه البكر البالغ لولد شهاب الدين أحمد المذكور فيه هو شهاب الدين أحمد على صداق جملته

٣ — من الفضة الجديدة الحال من ذلك والباقي يؤجل على ولده على عشرين سنة كل سنة (ألفي نصف)

وأجاب خطبته بذلك على ذلك الاجابة الشرعية يحضره الشيخ شهاب الدين أحمد

بن عوف

٤ - وإطلاعه على ذلك - وشمل ذلك الثبوت والحكم .

* * *

— ٤٢١ —

تفاسخ شركة

١ - اشهد عليه نجم الدين صالح بن يحيى بن على عرف والده بأخى صفي الدين وابراهيم

بن الشيخ صلاح الدين بن الشهير بالقلبي الاشهاد الشرعى أن كلا منهما

٢ - تفاسخ أحكام الشركة السابقة قبل تاريخه ووصل كل منهما على ما خصه من ربح

ومال وصدر بينهما إقرار بعدم استحقاق عام مطلق من الجانبين وبه شهد .

* * *

— ٤٧٧ — (لوحة رقم ٢٧ / ب) (Pl. XXV, B)

نزاع على وقف

١ - بعد أن حضر الزينى منصور بن الشرفى يحيى بن المقر ابراهيم أربك الاتابكى وفاطمة

المرأة بنت السيفى جان بلاط السيفى أربك و سنان بن سليمان بن مصطفى (. . . .)
الكمل .

٢ - بسبب التنازع الصادر بين سنان والمذكورين فى المكان الكاين برأس السبع قاعات
المعروف بجان بلاط المذكور وذكر سنان أن ذلك موقوف من قبل جان بلاط وذكرت

٣ - فاطمة ومنصور أن ذلك ملك فأظهر سنان مستند يتضمن أن منصور أشهد على نفسه
أنه لاحق له ولا استحقاق فى جميع المكاين الكاين أحدهما برأس السبع قاعات

٤ - بالقاهرة والثانى بخط ميدان الغله بالقرب من مدرسة . . هو الموقوف وذلك على
المصونة فاطمة المذكورة أعلاه وأن ربع ذلك مختص ذلك بها بمفردها دونها ودون
كل أحد .

- ٥ — الاستحقاق الشرعى والالتزام صادر من منصور المذكور والاقرار بعدم استحقاق شىء فيه للالتزام ومستثنى منه ما يظهر من مكاتيب الوقف وأصله والابراء
- ٦ — عام مطلق للعين المستثناه وفيه وتصادقاً على ذلك تصادقاً شرعياً ثابت وذلك محكوم به من الشيخ شهاب الدين المنوفى مؤرخ ثالث عشر القعدة سنة ثلاث وثلاثين وتسعمائة ثم حضر .
- ٧ — بين يدى سيدنا الحاكم والشيخ شهاب الدين المنوفى والشيخ جلال الدين الحنبلى وقريت المستندات المذكورة فذكر منصور وفاطمة المذكورة أن برأس السبع قاعات .
- ٨ — مكانين أحدهما ساكن به سنان المذكور والآخر خراب وأن الموقوف هو الخراب وذكر سنان أن ذلك جميعه مكان واحد فأشار الحاكم وسيدنا الشيخ جلال الدين .
- ٩ — والشيخ شهاب الدين المشار إليهم بأن يوفد مهندس ويسار إلى المكان المذكور فان كان مكانين عبر بذلك وإن كان مكان غير بذلك فتوجه بذلك المعلم على .
- ١٠ — ابن محمد بن عبد القادر الشهير بابن الصياد المهندس وعانين المكان المذكور ورآه وأحاط به ونظره ونظر ما فيه ثم عاد إلى المحكمة وشهد بأن المكان المذكور .
- ١١ — مكان واحد وجعل فيه مسكن فى العلو وفتح له باب من ناحية أخرى حتى لا يمر الساكن به من المكان المذكور والباب من الواجهة البحرية المجاور لمستوقد الحمام .
- ١٢ — وإن المكان المذكور كله بنا واحد ويعلوه معزل واحد وأدى بذلك شهادته لدى كل من المشار إليهم أعلاه فعند ذلك أفاد كل منهم بأن إقرار .
- ١٣ — المقربين ماضى عليهم فى المكان المذكور وأن حصه فاطمة ومنصور وقف بمقتضى إقرارهما وبنظرهما على ذلك وهى تسعة قراريط فان ظهرت .
- ١٤ — الوقفية بذلك عمل بها وإلا عمل فى ذلك ما يقتضيه الشرع الشريف واحضر أيضاً مستند يتضمن أنه ثبت لدى سيدنا الشيخ جلال الدين المشار إليه أعلاه .
- ١٥ — بشهادة جماعة مذكورين ومعرفة فاطمة ووالدها ومنصور وأخويه لآبيه الجمال يوسف والعالى على باى وولد عمهم الناصرى محمد بن الناصرى محمد .
- ١٦ — بن الاتابكى ازبك وجميع المكان المذكور أعلاه وحدد بالمستند المذكور المعرفة الشرعية ووفاه جان بلاط وانحصار إرثها الشرعى فى الحرمة فاطمة المذكورة .
- ١٧ — وأولاد ولدى معتقة السيفى ازبك المشار إليه أعلاه على ما شرح بالمستند الثابت المحكوم فيه من سيدنا الحاكم المشار إليه المؤرخ بالثالث عشرين صفر سنة تاريخه وثبت علم ذلك .

١٨ - لاجل الوفاء وانحصار الميراث وصدقت فاطمة ومنصور على جميع ما تضمنه مستند التصادق بمحكمة جامع الحاكم المذكور أعلاه المتضمن للوقفية وأنه حق وصدق .

* * *

— ٤٩٥ — (لوحة رقم ٢٨ / ١) (Pl. XXVI, A)

موافقة على سفر زوج

- ١ - اشهدت عليها خديجة بنت ناصر الدين بن حسن عرف أبوها بمباشرة خير بك الاشهاد الشرعى أنها رضيت أن زوجها السيد الشريف محمد بن السيد الشريف محمد بن حسين العشبي يسافر زوجته .
- ٢ - زينب المرأة من القاهرة إلى حيث شاء وأنها لا قيام لها بالتعليق المكتتب عليه قبل تاريخه وأنها رضيت بسفره بزينب المذكورة الرضى الشرعى وقبل ذلك منها القبول الشرعى وقدر لها .
- ٣ - ما دام غائباً عن القاهرة ومصر المحروسة في كل يوم نصفاً واحداً تقديرًا شرعياً فرضيت بذلك شرعى وشمل ذلك الثبوت والحكم في تاريخ سنته .

* * *

— ٥٨٢ —

نفقه

- ١ - ادعت بدريه المرأة ابنة الحاج حسن بن عمر عرف أبوها بالجويرى زوجة عبد الرحمن بن محمد بن أحمد عرف بابن مشواده .
- ٢ - على (.....) جميع المرأة بأنها أقامت بواجبها ثلاث سنوات أولها سنة أربع وعشرين وتسعياه في ثمن طعام وادام ولوازم .
- ٣ - شرعيه في كل يوم نصف فضه سليمي وتطالبها بذلك فسألت عن ذلك فأجابت بالانكار وذكرت المدعية أنها لا بينة لها والتمست يمينها .

- ٤ — فوجهت عليها اليمين فأردتها ثم تصادقتا على أن المدعيه عليها تستحق في ذمة المدعيه من قرض شرعى فضة كبيرة مائة نصف الحال منها الشطر .
- ٥ — والشطر سلخ شهر تاريخه والمدعيه وزوجها المذكور فريق والمدعية عليها وزوجها ابراهيم بن عامر بن بدر الدين عرف بابن العجم الدهان وهما فريق .
- ٦ — إقرار بعدم استحقاق بين الفريقين ما عدا المبلغ المتصادق عليه الآن بغير زيادة على ذلك وشمل ذلك الثبوت والحكم .

* * *

— ٦٠٣ —

طلاق « أولى »

- ١ — أشهد عليه الجحالى يوسف بن يحيى بن عبد الله العتابي أنه أوقع على زوجته المصونة شامه المرأة ابنة محمد بن حسن عرف والدها بابن رابح طلبة واحدة أولى قبل الدخول بها والاصابة وصدر منه على ذلك وصول
- ٢ — منهما إقرار بعدم استحقاق عام مطلق (. . .) كل —

* * *

— ٦٤٠ —

وظائف

- ١ — سأل مرعب عبد النبي بن عبد القادر بن عبيد من أهل الطوايف عرف بابن أبي الدلب أن يكون أحد مشايخ الطوايف على ما جرت به العادة أسوة أمثاله .
- ٢ — وعليه القيام لديوان الطشتخاناه الشريفه في كل سنة من شهر تاريخه مائة نصف وعشرين نصف (. . . .) حقه بذلك .

* * *

٦٤١ - (لوحة رقم ٢٨ / ب) (Pl. XXVI, B)

تعويض بحاريه

- ١ - اشهدت عليها الحرمة بدرالدجا المرأة الكامل ابنة المرحوم الشمس محمد بن ناصر الدين مطلق منصور بن المرحوم الجمالى جمال الدين المدولب بالخدمة العالية والده كان ابن ناصر الدين .
- ٢ - الثلاث شهوده الاشهاد الشرعى فى صحتها وسلامتها وطواعيتها واختيارها أنها تعوضت من الزينى منصور المذكور عن نظير حال صداقها المكتتب لها عليه الشاهد به كتاب الزوجيه .
- ٣ - بينهما جميع ثمانى مائه نصف فضه جديده سليمانيه كبيره قبضت منه من ذلك من الفضة سبعة وعشرين نصفاً وتعوضت منه فى باقى ذلك جميع بحاريه سودا اللون تدعى .
- ٤ - بخيته عوضاً عن أربعماية نصف (. . . .) فضة مصاغ عوضاً عن مائة نصف واحدة وخمسين نصفاً وخمسة دنانير شخص عوضاً عن مائة نصف واحدة وتسعين نصفاً
- ٥ - ودينار عتيق ضرب للأشرف قايتباى عوضاً عن ثلاثة وثلاثين نصفاً تعوضاً شرعياً مقبوضاً بيدها جميع ذلك بتمامه وكماله ولم يتأخر لها من ذلك مطالبه ولا شئء قل ولا جل .
- ٦ - ثم توافقا التوافق الشرعى على أنه متى حضر كتاب الزوجية المذكور أعلاه وشهد أن الجارية المذكورة تستحقها بدرالدجا المذكورة على الزينى منصور كان عليه القيام لها بأربعماية نصف .
- ٧ - العوض فيها الجارية المذكورة أو بحاريه غيرها كان عليه القيام لها بحارية ومتى لم . . . نظرا . . . الكتاب المذكور كان لاحق لها ولا استحقاق قبله بسبب الجارية المذكورة وحسبما توافقا على ذلك .
- ٨ - التوافق الشرعى وثبت إشهادهما بذلك لدى سيدنا العبد الفقير إلى الله تعالى الشيخ الامام العالم العلامة العمدة شمس الدين أبى عبد الله محمد الدميرى المالكي أيد الله تعالى أحكامه .
- ٩ - وأحسن إليه الثبوت الشرعى بشهادة شهيديه وحسبنا الله ونعم الوكيل .

* * *

— ٧٢٨ — (لوحة رقم ٢٩ / ١) (Pl. XXVII, A)

بيـع

- ١ — من السيفي جاثم بن بهادر الكريمي اشترى اسحق بن داود بن اسحق اليهودي الربان عرف بلقيف جميع الحصة التي قدرها ست اسهم كوامل من أصل أربعة وعشرين سهماً شايحاً .
- ٢ — ذلك في جميع بنا الاسطبل بحارة زويله بدرب الصقالبه الثمن حاله مقبوضة بيده (خمسماية نصف)
- ولم يتأخر له من ذلك شيء قل ولاجل وسلم ذلك التسلم الشرعي بعد النظر والمعرفة .
- ٣ — والعلم الشرعي والمعاقدة الشرعية وشمل ذلك الثبوت والحكم .

* * *

— ٧٤٦ —

التزام باستخراج رزقه

- ١ — التزم محمود بن عبد القادر بن الشرفي يونس بن السيفي مقبل النجاني لوقف المرحوم فيروز الاباسي باستخلاص خراج الرزقة الكاينة بالخصوص عرفت بالشاهد وقدره فضة جديدة (خمس مائة نصف)
- ٢ — والقائم ذلك لجهة الوقف عن سنة ثلاث وثلاثين وتسعمائة بخراجه ومتى عجز عن استخلاص ذلك والقيام به لجهة الوقف كان عليه القيام بنظير ما يعجز عنه — من ماله وصلب حاله التزاماً شرعياً
- ٣ — (.....) وشمل ذلك الثبوت والحكم في تاريخه .

❖ ❖ ❖

— ٧٥٢ — (لوحة رقم ٢٩ / ب) (Pl. XXVII, B)

مہراث

- ١ - ادعى بدر الدين حسن بن الشرفى شرف الدين موسى بن نور الدين على الذمضى على أخيه الشرفى يحيى بأن من الخلف عن والدهما عبد أسود يدعى فرج مراهق وأن المدعى عليه .
- ٢ - واضع يده على حقه فى ذلك ويطالبه بأنه إنما يشتري منه أو يبيع هو وأباه فأجاب بأنه ليس واضع اليد وإنما هو يخدمهما معاً .

❖ ❖ ❖

— ۷۷۶ —

دین

- ١ - ادعى محمد بن محمد بن علي البرلسي الشهير بابن بليحه علي يحيى بن علي بن محمد بن الزيات بالو(....) عرف بابن الفرع بأحد وخمسين نصف فضة ثمن بضاعة ذلك وغيره ويطلبه بذلك .
- ٢ - فأجاب بالاعتراف وأنه وفى له ولم يصدقه وذكر أن له عنده بقية والتس يمينه علي ذلك فردها علي المدعى عليه فكل عن اليمين وخرج بدفع ذلك .

* * *

— YΛΛ —

نفقة وکسوه

- ١ - ادعى عبد الرحمن بن محمد بن شرف الدين السقا عرف بخصته على فاطمة بنت علي بن عمر عرف أبوها بالطحان بأنه علق لها كسوتها ونفقها النفقه إلى أمس تاريخه والكسوه إلى آخر مستهل ربيع آخر .

- ٢ — سنة تاريخه كل شهر أربعة أنصاف فضة كبيرة عن مدة ثمان سنوات ونصف ويسالها الاشهاد الشرعى فسيلت فأجابت بالانكار فى الكسوة والاعتراف بالنفقة .

* * *

— ٨٠٣ —

إيجار

- ١ — أجرة مسعود بن مشهود بن داود اليهودى الربان عرف بالغمر اوى نفسه للمعلم عبد الله بن يوسف بن يعقوب عرف بالجوخى اليهودى .
- ٢ — الربان مدة خمسة عشر شهراً تمضى من تاريخه فى قضاء حوائجه أسوة بأجره مثلها عن كل شهر ستون نصفاً فضة كبيرة سليمانية أجرة شرعية من شهر سنة من تاريخه .
- ٣ — وفى ذمة مسعود المذكور لعبد الله المذكور من الفضة الجديدة قرض شرعى أقرضه منه (.....)
- وسلم له التسلم الشرعى على الوجه شرعى به شهد .

* * *

— ٨٥١ — (لوحة رقم ٢٩ / ج) (Pl. XXVII, C)

بيع

- ١ — اشترى الشيخ نور الدين أبى الحسن على بن الشيخ برهان الدين ابراهيم من خليل الشهير بالنوبى من الصلاحى صلاح الدين محمد بن شهاب الدين أحمد بن الشيخ شهابى الدين الشهير بالفرعونى .
- ٢ — (اشترى) جميع السدس أربعة أسهم كوامل من أصل أربعة وعشرين سهماً شايعاً ذلك فى جميع الجنيينة الكاينة ببركة الحاج بالضواخير المشتملة بدلالة المكتوب ونظير الحصة من بنا البير .
- ٣ — الماء المعين والساقية الخشب المركبة على بعضها المعروفة بالجنيينة بشركة الضبع المحصورة بحدود أربعة القبلى إلى الزقاق المتوصل منه إلى الناحية المذكورة والحد البحرى إلى جنيينه

- ٤ - عثمان والشرقي إلى جنينه رمضان والغربي إلى الرقاق المتوصل منه إلى الناحية الجارية ذلك في ملكه بدلالة المكتوب الورق الشامي المؤرخ برابع عشر رجب سنة ثلاث وثلثين وتسعمائة وخصم عليه بقضية ذلك الخصم شرعى .
- ٥ - اشترا شرعيا بثمان جملته من الفضة الجديدة السلمانية معاملة الآن مقبوضاً بيد (سبعماية نصف)
- البايع بتمامه وكماله واعترف المشتري المذكور بتسلم ذلك التسلم الشرعى بعد النظر والمعرفة والمعاقدة الشرعية .

* * *

٩٢٩ - (لوحة رقم ١/٣٠)

ادعاء بدين منقول

- ١ - ادعى محمد بن بركات بن محب الدين الجليس المعلم بالصاغة على شهاب بن على بن عبد المجيد عرف بالصايغ بقطع الخصام والنزاع له حق يدعيه لا يناديه وسئل سؤاله عن ذلك .
- ٢ - فسئل فأجاب بأن له عنده كلبتين حديد قيمتهما ثلاثة دنانير سليمة على سبيل العارية وليس له عليه دعوى غير ذلك وطالبه بالكلبتين فأنكر المدعى ذلك وذكر المدعى أن عنده بنيه .
- ٣ - وطلع على إحضارها :

* * *

١٠٥٩ - (لوحة رقم ٣٠ / ب)

معارضة بغير طريق شرعى

- ١ - ادعى محمد المدعو أبو الفتح بن على بن أحمد عرف بابن سبيع على ولد أخيه على بن بدير بأنه يعارضه بغير طريق شرعى ويسأله قطع الخصام والنزاع
- ٢ - فسئل فأجاب بأن له مستندات شرعية يحضرها عند تاريخه .

* * *

- ١٢٢٦ -

إذن بخصوص سجين

- ١ - كتب في تاريخه محضر الشرفي يحيى بن قشتم بسجن الرحبة بالاذن من مولانا قاضى القضاة كتابه بالمحكمة المذكورة فيه وتوجه شاهدا المحكمة لذلك (. .) وكتب المحضر في تاريخه .
- ٢ - على العادة وأخذ المحضر معلم سجن الرحبة محمد رجب وسلم التسلم الشرعى .

* * *

- ١٢٧١ - (لوحة رقم ٣٠ / ج)

عدة طلاق

- ١ - ادعى السيفى جانم بن شادى بك بن عبد الكريم على مطلقة خديجة المرأة ابنة محمد ذهب عرف والدها بابن حجاز بأنه أبانها من عصمته ويسئلهما أن توفى العدة فى منزل - الطلاق .
- ٢ - فأجابت بالاعتراف وأنها تسكن فى المكان الكاين بجارة الروم بجوار الامير على الصوفى التى طلقت وهى فيه ساكنة وألزمها سيدنا الحاكم بالسكن فيه لوفاء العدة .

* * *

- ١٥١٠ -

دين فضة

- ١ - ادعى مصطفى بن محمد بن عمر عرف بابن الجزائرلى على الحرمة ملوك بنت حسن عرف أبوها بابن شاهين الحاجب بفضة قرض شرعى ويطلبها بذلك فسئلت عن (. . . .)

ذلك فأجابت بالانكار .

- ٢ - وذكر المدعى أن له بينه فأحضر محمد بن الزيات من يوسف الخراط عرف بالحلي وزين الدين بن مصطفى بن محمد عرف بابن العكام وشهد كل منهما عليها وأن المدعى عليها باق عندها .
- ٣ - (.....) وزكاهما الحاج أحمد بن إبراهيم بن صدفه الحلي عرف بابن الصباغ وزكى زين الدين المذكور علاى الدين بن أحمد بن حاجي قحف .
- ٤ - وزكاهما أحمد بن ناصر الدين كان للحلي ثم صدر بين المتداعين إقرار بعدم استحقاق عام مطلق بتوسع اللفاظ .

* * *

١٥٤١ - (لوحة رقم ٣١ / ١) (Pl. XXVIII, A)

طلاق

في يوم الاثنين المبارك تاسع رجب الفرد الحرام سنة أربع وثلاثين وتسعين

١٥٤١

- ١ - سألت المصونة زمزم المرأة ابنة أحمد بن عبد الغنى عرف والدها بالمناوى لطف الله به بحضور والدها الشيخ شهاب الدين أحمد المناوى ووالدتها جان كلد
- ٢ - مستولده الشهابي المذكور زوجها المجلس الزيني يوسف من على باى بن الشهابي أحمد جاني باى الحنفى أن يطلقها طلقه واحدة أولى على ذمة الحال وهو مائة نصف .
- ٣ - وكامل المتجمد وهو مائة نصف وعلى ما سيجب لها عليه بعد ذلك من كسوه (.....) غطا ووطا ونفقه عده إلى حين انقضائها على الوجه الشرعى بالمساحة ومالم تكن حاملا وعليه
- ٤ - إسقاط حضانتها لولدها منه أحمد المقدر عمره سنة وسبع شهور فأجاب سؤالها لذلك وطلقها الطلقه المستوله على الوجه الشرعى واعترفا بالدخول والاصابه .
- ٥ - ثم بعد ذلك اشهدت عليها جان كلد (.....) والدة المطلقة المذكورة أنها أسقطت حقها أيضاً من حضانة الولد الذى آل لها بعد ابنتها المذكورة الاسقاط الشرعى .
- ٦ - وأقر المطلق ووالده وهما فريق والمطلقة ووالدها وهم فريق صدر بين الفريقين إقرار بعدم استحقاق مطلق سوى علقه السؤال
- ٧ - والجواب إقرار شرعياً بذلك وشمل ذلك الثبوت والحكم من سيدنا الحاكم المالكى أدام الله رفعتة .

* * *

— ١٥٤٤ —

بيع

- ١ — اشترى على بن محمد بن عبد الله الحصري عرف بوحيش وشهاب الدين بن احمد بن علي الدين عرف بالبهوتي لانفسهما بالسويه من الحاج علي شكر بن الشيخ .
- ٢ — سالم عرف بأبيه جميع النصف من القطعة الباذنجان الشتل البايث المزروعة بغيط القادرية بخط الوايليه وكاملها فدان
- ٣ — وثلاث فدان المعلوم ذلك لهم شرعاً اشترى شرعياً بثمن مبالغه عن ذلك من الفضة (ثلثايه نصف كبيرة) الحال من ذلك تقبض بعد التسبيخ والباقي كل شهر من مستهل رمضان سنة تاريخه . (خمسين نصفاً)
- ٤ — وعلى البايع سقى ذلك والقيام بمصالحه والنحول والعرق عليهم على قدر الحصص وقبض منهما اثني عشر نصفاً في نظرسياج الحصه المبيعه وخلي البايع بين ذلك .
- ٥ — وبين المشترين يتسلما ذلك كله (.....) بعد النظر والمعرفة والمعاقدة الشرعية وأن السكن بالقطعة الارض مستمر للمشتريين إلى فراغ المأخوذ وانقطاعه
- ٦ — وعلى البايع حفظ ذلك وصونه وحراستها إلى فراغ الموجود ومتى قام احد في جمعه الموجب وطالب المشترين بشيء بسبب الحصه المبيعه كان عليه نظر ذلك وتصادقوا عليه (.....)

* * *

— ١٥٦٠ —

ضمان احضار مستندات

- ١ — أشهد عليه الزبني أبي بكر بن عبد الغني بن أبي الحسن عرف بابن كاتب الاضحيه شهوده اشهاداً شرعياً أن تحت يده مستندات تشهد بتصادق بين فاطمه و (.....)

- ٢ - واخواتها من ذرية كرك الناصري بخط الشيخ نور الدين العظمى وأن عليه إحضاره للناصرى محمد بن الحمالي يوسف بن العمارى متى طلبه منه ومتى
- ٣ - طلبه ولم يحضر له فان عليه القيام له بعشرة دنانير ذهباً سلطانيا باعترافه بذلك وبه شهد شمولاً بالتوكيل ثم شمله الحكم .

* * *

— ١٥٦١ — (لوحة رقم ٣١ / ب) (Pl. XXVIII, B)

بيــــــــــــــــع

- ١ - اشترى يوحنا بن غبريال بن برسوم النصراني اليعقوبي عرف بالاعور بن اراكيل بن جرجس شيخ النصارى والده كان جميع الحصه التى قدرها
- ٢ - الربع من البنا الكاين بظاهر القاهرة المحروسة خارج باب القنطرة والقوس بخط المقسم المبارك برأس زقاق القبيلة اشترى شرعياً بثمن جملته عن ذلك
- ٣ - من الفضة أربعماية نصف كبيرة مقبوضة بيده واعترف بتسلم ذلك تسليماً شرعياً بعد النظر والمعرفة والمعاقدة الشرعية الشريفة فى خامس أصله الورق الشامى وشمله الحكم .

* * *

— ١٥٨١ — (لوحة رقم ٣١ / ج) (Pl. XXVIII, C)

وضع يد

- ١ - ادعى قلته بن الياس بن ابراهيم النصراني المليجي على ابراهيم بن يوحنا بن جرجس المليجي أن الجارى ملكه مطبخ وبيير ماء معين وخزانه كبرى بالمكان الكاين
- ٢ - بحارة الروم وأن المدعى عليه واضع يده على ذلك بغير طريق شرعى ويسأله رفع يده عنه وتسليمه له وسئل سؤاله عن ذلك فأجاب المدعى عليه أنه ليس له .
- ٣ - فيه ملك ولا شبهه ملك وأنه وقف .

* * *

- ١٦٢٧ - (لوحة رقم ٣٢ / ١)

ضرب زوجه

- ١ - ادعت زين المرأة ابنة محمد بن شمس الدين عرفت ببنت طرابي على زوجها العلاء على بن يحيى بن عبد الله القصاب في الضمان بأنه يصادرها ويضربها ويقفل عليها الباب .
- ٢ - قاصداً بذلك الضرر وسئل سؤاله فأجاب بأنها طويلة اللسان عليه فألزمهما الحاكم أن كلا منهما لا يصادر الآخر ولا يقفل عليها الباب .

* * *

- ١٦٥١ -

دين « انظار »

- ١ - انظر الخواجا بدر الدين بن عباد الله عبد القادر الصعيدي المدولب في (الدكان) الشهير بالعراقي بما له عليه من دين شرعي سابقه على تاريخه انظارا شرعيا باعترافه بذلك وشمله الحكم .

* * *

- ١٨٠٤ - (لوحة رقم ٣٢ / ب)

بيت طاعة

- في يوم الخميس المبارك رابع شعبان المكرم سنة أربع وثلاثين وتسعمائة
- ١ - ادعى أحمد بن أبي الحسن بن محمد عرف بالادمي المؤذن على زوجته نور المرأة بنت سليمان بن أحمد عرف والدها بالحمصاني أن تنتقل معه إلى محل طاعه بمنزل شرعي .

٢ — ويطالبها بذلك وسئل سؤالها فأجابت أن يهباً لها مسكناً شرعياً ما عدى الزقاق الذى فيه أهله .

* * *

— ١٩٨٧ —

توكيل

١ — وكلت مريم المرأة ابنة هديه بن يوسف أخت يوسف الهالك المدعية ولد بنتها ميخائيل بن غبريال بن ميخائيل النصراني اليعقوبي عرف بابن عسل على ينوب عنها
٢ — فى ضبط ما تعلق لها من تركة أخيها يوسف الهالك والمحاسبة على ذلك وقضى بذلك التوكيل الشرعى العام المطلق خلا المصالحة والابراء اقامه مقام نفسه ورضى بقوله وبفعله

٣ — وقبلت شهادته القبول الشرعى وشمل ذلك الثبوت فى تاريخه —

* * *

— ٢٠٠٠ — (لوحة رقم ٣٢ / ج)

دين

فى يوم الثلاثاء المبارك ثالث عشرين شعبان المكرم سنة أربع وثلاثين وتسعمائة

٢٠٠٠

١ — ادعى صلاح الدين محمد بن أبى الفضل أحمد شهاب الدين الحسامى الدنجيى على احمد بن على بن احمد القباني بخان الخليلي عرف بابن الصايغ بخمسة آلاف نصف وخمماية نصف وخمسة وعشرين نصف
٢ — فضه قديمه سليميه قرض شرعى بمسطور شرعى ويطالبه بذلك فأجاب بالاعتراف وخرج فى رضاه على ذلك وسجن .

* * *

- ٢٠٠٢ -

وضع يد

- ١ - ادعى فخر الدين بن شرف الدين يحيى عرف بابن كاتب الكراريف السلطانية على الحاج محمد بن عيسى بن على عرف بالحلبى وبكوسى بأن من الجارى فى وقف جد زوجته .
- ٢ - موكلته الحرمة سعادات المرأة ابنة فخر الدين الطرينى هو الشهابى أحمد الجيعان وفى استحقاقها المكان الكاين بخط السبع قاعات بجوار المدرسة وأنه واضح يده على ذلك .
- ٣ - من مستهل المحرم سنة تسع وعشرين وتسعمائة وإلى يوم تاريخه حسابا عن كل شهر فضة جديدة (عشرين نصفاً)
- أجرة المثل ويطالبه بذلك لموكلته فأجاب بأنه ساكن من أول رجب سنة اثنين وثلاثين وتسعمائة وإلى تاريخه
- ٤ - وأنه معلق إلى سلخ رمضان سنة ثلاثة وثلاثين وتسعمائة كل شهر فضة ثم توافقا (عشرة)
- على أنه من تاريخه وإلى سلخ شهر تاريخه ينتقل من المكان المذكور فيه وأنه لا (. . . .) من المكان شيئاً إلا بطريق شرعى .

* * *

- ٢٠١٥ -

دين

- ١ - ادعى المعلم محمد بن أحمد بن الحاج يوسف الشهير بالمصليحي المتسبب بسوق القماش المحلى على ابراهيم وشهاب الدين أحمد بن شهاب الدين محمد الشهير بالمنوفى بأنه قبض منه خمسة دنانير ذهب سليمى .
- ٢ - ويندق ليحاسبه بذلك مما له عليه من دين شرعى وسأل سؤاله عن ذلك فسيل فأجاب بالإنكار ثم صدر بينهما إقرار بعدم استحقاق عام مطلق

* * *

- ٢٠٨١ - (لوحة رقم ٣٣ / ١)

إبانة زوجة

- ١ - أشهد عليه على بن ناصر الدين بن علي عرف بالهيشمي أنه أبان زوجته شامه المرأة ابنة محمد بن خليل عرف أبوها بالحفار بخلع شرعى على عوض شرعى .
- ٢ - بعد اعترافه بالدخول والاصابة وشمل ذلك الثبوت والحكم .

* * *

- ٢١٠٩ - (لوحة رقم ٣٣ / ب)

نوكية

- ١ - أشهد عليه محمد بن ابراهيم بن محمد عرف بالقدرى المغربى أنه وكل الحاج محمد بن محمد الحمamy المغربى فى المطالبة بحقوقه كلها وديونه بأسرها قبل من كانت
- ٢ - وحيث تكون وفى الدعوى فى ذلك وقبضه واستيفائه والتوصل للخلاصة بكل طريق ممكن شرعى وكالة مطلقة عامة مفوضة اقامه فى ذلك مقام نفسه ورضى بقبوله
- ٣ - وفعله بذلك وشمل ذلك الثبوت والحكم .

* * *

- ٢١١٥ - (لوحة رقم ٣٣ / ج)

إقرار من زوجة لزوجها برؤية ابنتها

- ١ - اشهدت عليها انعام المرأة ابنة على بن محمود عرف والدها بالزيوطى شهوده الاشهاد الشرعى أن عليها أن تحضر ابنتها شبه الموضع التى رزقتها من
- ٢ - عبد القادر بن على السمسار بسوق الخالص إلى أبيها المذكور فى كل جمعة مرة ينظرها ويعيدها لها .

* * *

- ٢٣٩٩ - (لوحة رقم ٣٤ / ١)

قرض ورهن

- ١ - ادعى الحاج محمد بن نجا بن حسن عرف بابن أيوب على السيد الشريف محمد بن الشريف أحمد بن علي عرف بابن منصور الحسني بتسعة وستين نصف فضة جديدة في يده قرض شرعي
- ٢ - ويطلبه بذلك وسئل سؤاله عن ذلك فسيل فأجاب بالاعتراف ثم رهن المدعى عليه تحت يد المدعى على القدر المعترف به جميع الحصة التي قدرها أربعة عشر سهماً من جميع البنا
- ٣ - الكاين بالحسينية بالقرب من باب البيارستان المجاور للغيط المذكور رهناً شرعياً وتسلم المكتوب المعين به البنا المذكور .

* * *

- ٢٥٠٣ - (لوحة رقم ٣٤ / ب)

وظائف

- ١ - أشهد عليه علي بن كمال الدين بن علي الشهير بالمليجي الأشهاد الشرعي أنه أسقط حقه عما باسمه ويده من وظيفة الإمامة والبوابه والعرافة وكتابة القلم وقراءة المبارك والطلب بوقف المدرسة
- ٢ - الحجازية ومشيخة بوقف الحرمين والخلوة التي بالحجازية والخزاين بها والرواقين المعدين لسكن الامام اسقاطاً شرعياً للبدرى بن أحمد بن محمد بن محمد بن محمد بن محمد بن محمد عرف بابن الوقاد
- ٣ - الشجاعى عن طيب قلب وانشراح صدر لما علم التنازل المذكور لنفسه قبولاً شرعياً ثم أقر كل منهما أنه لا يستحق على الآخر حقاً وصدر إقرار بعدم استحقاق عام مطلق وسريع .
- ٤ - وشمل ذلك الثبوت والحكم في تاريخه .

* * *

— ٢٥٥٩ — (لوحة رقم ٣٤ / ج)

دين

- ١ — ادعى محمد بن علي بن سليمان عرف بالادمي الشامي على سلامه بن عباس بن أحمد عرف بالصندفاوى بفضة جديدة القدر الذي قبضه منه من جملة القدر الذي وافقه (تسمايه)
عليه عن حملته لمكة المشرفة .
- ٢ — سنة تاريخه وأنه اختار عدم السفر معه ويطلبه بذلك وسئل سؤاله عن ذلك فسيل فأجاب بالاعتراف وخرج في رضاه .

* * *

— ٢٦٦٢ — (لوحة رقم ٣٥ / ١)

عدم الدفع أو الطعن في بيع

- ١ — بين يدي سيدنا الشيخ شمس الدين الحلبي الديميري المالكي اشهد عليه عزاز بن علي بن عمر من أهل سبط القطايع عرف بابن عزاز أنه لا دافع له ولا مطعن في البيع الصادر
- ٢ — من موسى بن سالم بن حسين من أهل ناحية دهمشه المعروف بالشعيري للفقير إلى الله تعالى محي الدين عبد القادر بن شمس الدين محمد العراقي المالكي في الربع من المهره الخضر
- ٣ — انخرجه التي بها قطايع على مساعدتها كي كرد وان الشيخ محي الدين المشار إليه يستحق فيها النصف والربع الاستحقاق الشرعي بالطريق الشرعي ولا دافع لعزاز
- ٤ — المذكور في ذلك ولا مطعن ولا حجه ولا مقال ولا تكلم واذن الشيخ محي الدين لعزاز المذكور في شكوى بن الشعيري وخلاص حقه منه على الوجه الشرعي

* * *

— ٢٦٧٧ —

إيجار

- ١ — استأجر الفقيه شرف الدين بن الحاج علي بن الشيخ علي الخطيب بناحية المصيلحه والشاهد بها والحاج ابراهيم بن محمد بن عمر عرف بابن ربيع شيخ الناحية
- ٢ — من سيدنا الشيخ شرف الدين يحيى بن الجناب المرحوم الزينى عمر بن يونس ايده الله تعالى جميع النصف والثلث من أراضي الغيط المستقر جميع
- ٣ — أراضي الغيط الكاين بالناحية المتخلل أرضه بانشاب البلح والحميز والكثرة وما دار عليه سياج الغيط الجارى فى ملك سيدنا المؤجر وإيجار المعلوم
- ٤ — والبلتين الخارجة عن سياج البستان الجارية فى ملك المؤجر المعلوم ذلك عندهما لينتفعا بذلك أسوة أمثالها لمدة سنتين كاملتين
- ٥ — أولها مستهل سنة أربع وثلاثين وتسعمائة الذى أولها على روس الشجر بأجره مبلغها عن كل سنة من الفضة السلمانية ألف نصف ومائتين نصف وخمسين نصفاً
- ٦ — يقوم بأجره كل سنة بعد قطع البلح وأقرا بملاتهما وقدرتهما على ذلك اجاره شرعية مشتملة على الايجاب والقبول والتسلم الشرعى وهما فى ذلك متضامنان
- ٧ — متكافلان فى الزمة والمال والحالات () وساماهما على ذلك المسماه الشرعية وان المؤجر يستحق حلفه القصب الذى هى شركة عبد الرحمن حسبما اشهد .
- ٨ — عليه ابراهيم بذلك الاشهاد الشرعى وبه شهد وبالتوكيل فى ثبوته —

* * *

— ٢٧٣١ — (لوحة رقم ٣٥ / ب) (Pl. XXIX, A)

ضمان احضار وجه وبدن

- ١ — حضر بين يدى سيدنا الشيخ شمس الدين الحاكم المالكى أيد الله تعالى أحكامه الجمالي يوسف بن شمس الدين محمد بن يوسف الشهير بالشهبي وشمس الدين محمد بن عبد الله المباشر عرف بابن

- ٢ - العطار واشهد عليه كل منهما الاشهاد الشرعى وهو بحال الصحة والسلامة والطواعيه والاختيار أنه ضمن للمجلس العالى الزينى مصطفى الجاويش بالخدمة الشريفة .
- ٣ - عرف بالطويل اسحاق بن يوسف بن اسحاق النصرانى اليعقوبى عرف بالازرق ضمان احضار وجه وبدن متى التمس احضاره منه فى ليل أو نهار صباحا .
- ٤ - أو مساء فان عليه احضاره له وان عجز عن احضاره كان عليه الضمان عما ثبت عليه ضماناً شرعياً بالاعتراف الشرعى وأقر كل منهما بملاته بذلك وقدرته بما فيه بمعرفته .
- ٥ - شرعاً وتصادقوا على ذلك وشمل ذلك الثبوت والحكم .

* * *

— ٢٧٩٣ — (لوحة رقم ٣٦) (Pl. XXIX, B)

تعدى بضرب أفضى إلى موت

- ١ - ادعى على بن الحاج محمد بن مسلم الواحى البلاطى عرف بالعسيلي على محمد بن محمد بن على الواحى الهنداوى عرف بالخطيب بأنه تعدى وهجم على أخيه شقيقه أحمد الرجل فى بيته
- ٢ - بمنزل سكنه بناحية بلاط ليلا فى رمضان سنة تاريخه فى ثانى عشرينه وضربه بسهم نشاب فأصابه تحت كتفه الايسر فدخل فيه وأدى وجرحه قاصداً بذلك قتله .
- ٣ - وانه مات من الضربة المذكورة وان أخاه قال بعد الضربة المذكورة ما قاتلى إلا محمد بن الواحى محمد بن على الهنداوى المدعى عليه المذكور أعلاه وأنه مات بعد ذلك ثم بعد ذلك أقر المدعى عليه أنه هو الذى قتل أحمد المذكور ويطلبه بذلك وسئل سؤاله عن ذلك بعد أن شهد عبد الرحمن بن محمد بن موسى الواحى البلاطى والحاج حجبى بن الحاج داود بن حماده
- ٥ - الواحى البلاطى بأن المدعى شقيق المدعى عليه ويسأل سؤاله عن ذلك فسيل فأجاب بالانكار ثم فى عام شهر تاريخه أحضر المدعى الفقيه على بن الحاج رمضان بن محمد الواحى البلاطى .
- ٦ - عرف بأبى قاسم والخطيب تاج العارفين بن محمد بن ناصر الدين الواحى البلاطى عرف بالخطيب وشهد كل منهما بمعرفة أحمد المتوفى المذكور وأنه دخل عليه وهو مضروب بضربة نشاب تحت كتفه .

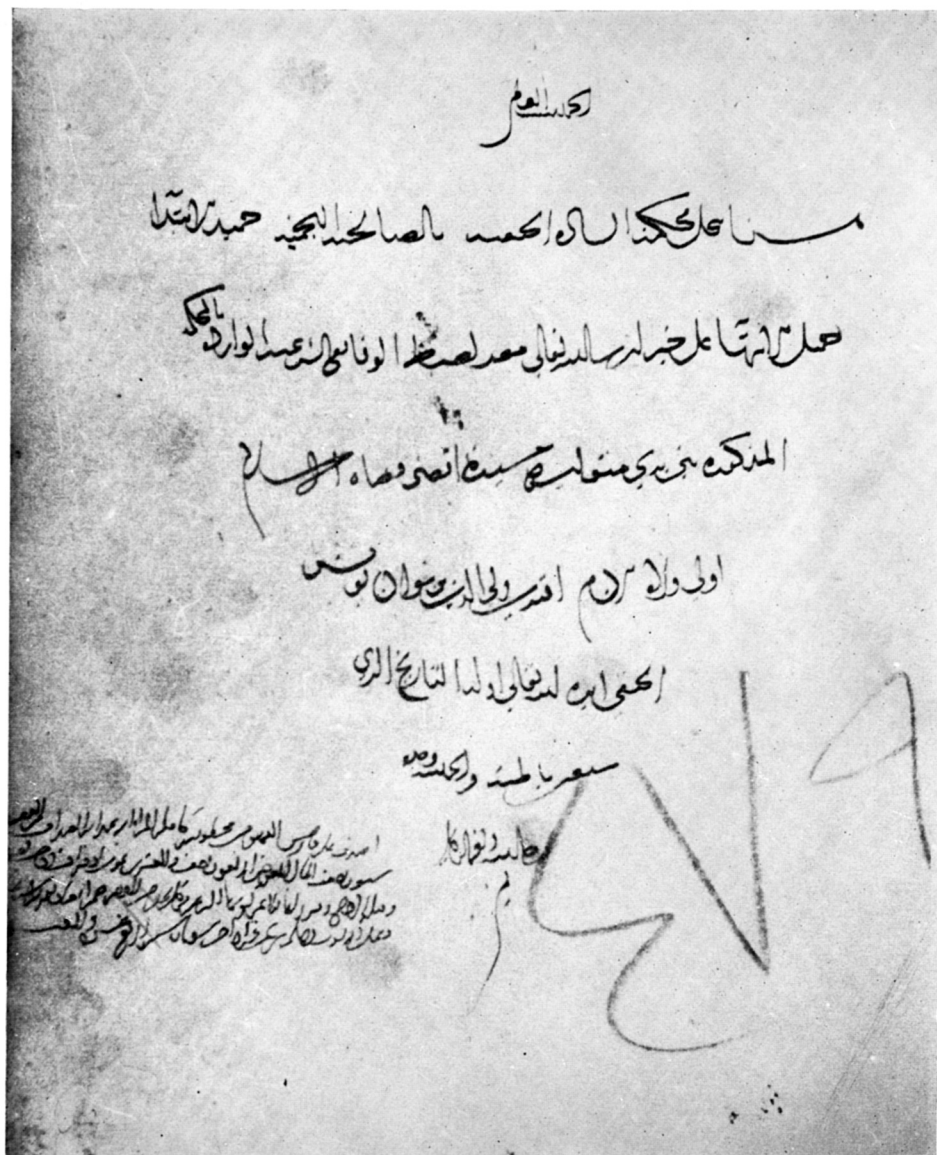
- ٧ - الأيسر جرحين والجرح يدمى وأنه قال أن هذه الضربة النشابه ضربني بها محمد بن محمد الهنداوى واننى إن مت فما قتلتى إلا هو ثم ان محمد المذكور حضر وقال إن مات من هذه فما قتله إلا أنا وكذلك شهد محمد بن الخطيب محمد بن ناصر الدين الواحى البلاطى عرف بالخطيب وكذلك شهد عبد الملك بن عمر بن محمد عرف بالخالدى الواحى البلاطى .
- ٨ - ثم تصادق على المدعى المذكور ومحمد بن الهنداوى المدعى عليه المذكور تصادقاً شرعياً على أن على المذكور يستحق في حق محمد المذكور من الفضة الجديدة وذلك هو القدر الذى وقع به الصلح بينهما (. . .)
- ٩ - عما ادعى به على المذكور على محمد المذكور أنه قتل مورثه احمد المذكور قتلاً عمداً عدواناً ولم يصدقه محمد المذكور وأقيمت البينة المذكورة أعلاه بما تقدم ذكره أعلاه فتكلم بينهما بالصلح .
- ١٠ - رفعاً للدعوى ولا بانه البينات وقطعا للخصومات بالمبلغ المعين أعلاه على حكم الحلول قبض من ذلك على المذكور ألف نصف فضة واستأخر من ذلك
- ١١ - على الحلول لنظره بألغى نصف منها على أن يقوم بها مقسطاً على أربع سنوات كل سنة من تاريخه ربع المبلغ وأقر بالملاءة وتصادقاً على ذلك ثم أقر
- ١٢ - كل منهما الإقرار الشرعى أنه لا يستحق عند الآخر حقاً مطلقاً ولا استحقاق ولا دعوى ولا طلب بوجه ولا سبب ولا بفضة ولا ذهباً ولا فلوساً ولا قتلاً
- ١٣ - ولا قصاصاً ولا دعوى بذلك ولا مطالبة به ولا ضماناً للحقوق ولا مال من الأموال ولا تهمة ولا دعوى بذلك ولا قبضاً ولا مقبوضاً ولا سهواً .
- ١٤ - ولا نسياناً ولا جهالة إقرار بعدم استحقاق عام مطلق بتوسع الالفاظ سوى المبلغ المتأخر أعلاه وقدره ألف نصف وخمس مائة نصف فضة منها على الحلول
- ١٥ - خمس مائة نصف والالفا نصف مقسطاً كل سنة في تاريخه خمس مائة نصف حسبما شرح أعلاه بغير زائد على ذلك والتزم على المذكور أنه متى قام أحد من ورثة شقيقه
- ١٦ - أحمد وطالب محمد الهنداوى المذكور بقتل أو بتسبب فيه وغرمه مالا بسبب ذلك قليلاً أو كثيراً كان عليها لقيام له بنظير ما يغرمه من ماله وصلب حاله
- ١٧ - إلزاماً شرعياً مقبولا وشمل ذلك الثبوت والحكم وبه شهد في خامس المحرم سنة خمس وثلاثين وتسعمائة .



A. — La Madrasa Şālihiyya Nağmiyya : état actuel (la façade).



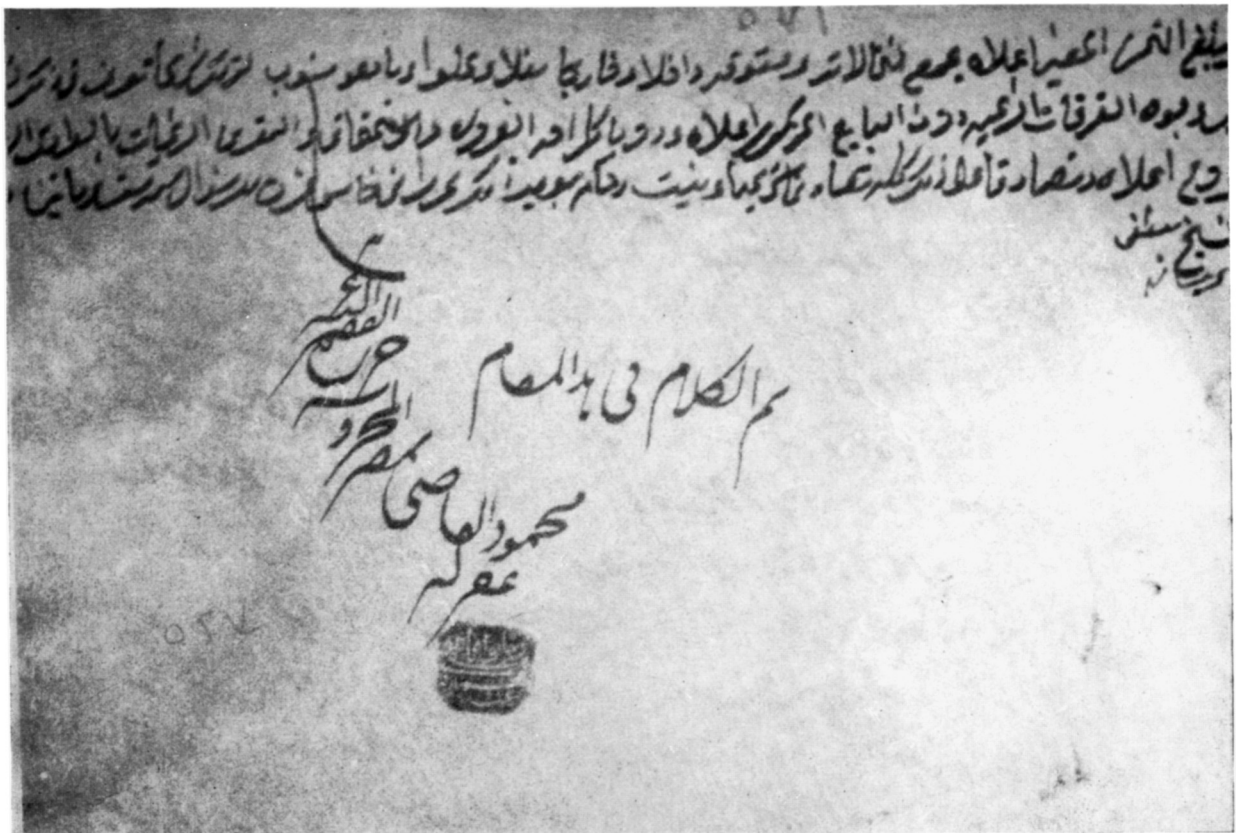
B. — La Madrasa Şālihiyya Nağmiyya : état actuel (intérieur du monument).



Une page du registre des Hanafites du tribunal de la Šālihiyya Nağmiyya.

٢٦٤٤
 ٢٦٤٥
 ٢٦٤٦
 ٢٦٤٧

Page du registre concernant l'audience du vendredi 23 Šawwāl 934 (10 Juillet 1528).



Conclusion d'un jugement du cadi Maḥmūd.

[illegible]

A (1)

[illegible]

B (ب)

لوحة رقم ٢٧

[illegible]

A (1)

[illegible]

B (ب)

[illegible]
$$C(\tau)$$

لوحة رقم ٢٩

[illegible]

A (1)

١٥٦١
اسرى يوحنا بن عبد مال بن يوسف الدفاني السعوي ووالاه اعدو سرا واكل من حليب العنقاء والدخان من حطب النيران
الربيع من النيران الحامض الحار والحر والظلمة والفقير في الجبل العالي واوراق في القلعة اسرارها سر طلبة
والعلم لها طعم من مصفاه ملك واحد في ملكه سلطان على النصارى واليهود والعاطلة التي تهمهم فامسكوا العود في ملكه

B (ب)

[illegible]
$$C(\tau)$$

لوحة رقم ٣١

[illegible]

A. — لوحة رقم ٣٥ (ب)

[illegible]

B. — لوحة رقم ٣٦